

LES ÉTUDES DU CRIF

NUMÉRO 32



→ L'ÉTAT ISLAMIQUE (**DAECH**),
CANCER D'UN MONDE
ARABO-MUSULMAN
EN **RECOMPOSITION**

par Gérard Fellous

Crif

Pierre-André Taguieff

*Néo-pacifisme, nouvelle judéophobie
et mythe du complot*

N°1 > Juillet 2003 • 36 pages

Marc Knobel

*La capjpo : une association
pro-palestinienne très engagée ?*

N° 2 > Septembre 2003 • 36 pages

Père Patrick Desbois et Levana Frenk

*Opération 1005. Des techniques
et des hommes au service de l'effacement
des traces de la Shoah*

N° 3 > Décembre 2003 • 44 pages

Joël Kotek

*La Belgique et ses juifs : de l'antijudaïsme
comme code culturel à l'antisionisme
comme religion civique*

N° 4 > Juin 2004 • 44 pages

Jean-Yves Camus

*Le Front national :
état des forces en perspective*

N° 5 > Novembre 2004 • 36 pages

Georges Bensoussan

Sionismes : Passions d'Europe

N° 6 > Décembre 2004 • 40 pages

Monseigneur Jean-Marie Lustiger

Monseigneur Jean-Pierre Ricard

Monseigneur Philippe Barbarin

L'église et l'antisémitisme

N° 7 > Décembre 2004 • 24 pages

Ilan Greilsammer

*Les négociations de paix israélo-
palestiniennes : de Camp David
au retrait de Gaza*

N° 8 > Mai 2005 • 44 pages

Didier Lapeyronnie

*La demande d'antisémitisme :
antisémitisme, racisme et exclusion sociale*

N° 9 > Septembre 2005 • 44 pages

Gilles Bernheim

Des mots sur l'innommable...

Réflexions sur la Shoah

N°10 > Mars 2006 • 36 pages

André Grjebine et Florence Taubmann

*Les fondements religieux et symboliques
de l'antisémitisme*

Iannis Roder

L'école, témoin de toutes les fractures

N°12 > Novembre 2006 • 44 pages

Laurent Duguet

*La haine raciste et antisémite tisse sa
toile en toute quiétude sur le Net*

N°13 > Novembre 2007 • 32 pages

Dov Maimon, Franck Bonneteau

& Dina Lahlou

*Les détours du rapprochement
Judéo-Arabeet Judéo-Musulman
à travers le Monde*

N°14 > Mai 2008 • 52 pages

Raphaël Draï

Les Avenirs du Peuple Juif

N°15 > Mars 2009 • 44 pages

Gaston Kelman

*Juifs et Noirs dans l'histoire récente
Convergences et dissonances*

N°16 > Mai 2009 • 40 pages

Jean-Philippe Moinet

*Interculturalité et Citoyenneté :
ambiguïtés et devoirs d'initiatives*

N°17 > Février 2010 • 28 pages

Françoise S. Ouzan

Manifestations et mutations du sentiment

Anti-juif aux États-Unis :

Entre mythes et représentations

N°18 > Décembre 2010 • 60 pages

Michaël Ghnassia

Le Boycott d'Israël :

Que dit le droit ?

N°19 > Janvier 2011 • 32 pages

Pierre-André Taguieff

Aux origines du slogan

«Sionistes, assassins !»

*Le mythe du «meurtre rituel»
et le stéréotype du Juif sanguinaire*

N°20 > Mars 2011 • 66 pages

Dr Richard Rossin

Soudan, Darfour ; les scandales...

N°21 > Novembre 2011 • 32 pages

Gérard Fellous

*ONU, la diplomatie multilatérale :
entre gesticulation et compromis feutrés...*

N°22 > Janvier 2012 • 52 pages

Michaël de Saint Cheron

*Les écrivains français du XX^e siècle
et le destin juif...*

N°23 > Juin 2012 • 56 pages

Eric Keslassy et Yonathan Arfi

*Un regard juif
sur la discrimination positive*

N°24 > mai 2013 • 64 pages

Michel Goldberg

& Georges-Elia Sarfati

*Une pièce de théâtre antisémite
à la Rochelle*

N°25 > octobre 2013 • 60 pages

Mireille Hadas-Lebel

*Le Peuple Juif et l'Etat d'Israël
ont-ils été inventés ?*

N°26 > novembre 2013 • 16 pages

Georges-Elia Sarfati

*Lorsque l'Union Européenne nous éclaire
sur sa « face sombre » :*

*quelques enjeux du projet de Loi-cadre
contre la circoncision assimilée à
une mutilation sexuelle.*

N°27 > décembre 2013 • 40 pages

70 ans du Crif

1944-2014 : Recueil de textes

Hors-série > janvier 2014 • 116 pages

Gérard Fellous

La Laïcité française :

l'attachement du judaïsme

N°28 > mars 2014 • 40 pages

Nathalie Szerman

*Le Printemps arabe à l'épreuve
de l'antisémitisme : y a-t-il un avant
et un après ?*

N°29 > mai 2014 • 36 pages

Jacques Tarnéro

Antisémitisme / Antisionisme

*Mots, masques, sens, stratégie, acteurs,
histoire*

N°30 > juin 2014 • 48 pages

Sandrine Szwarc

Intellectuels juifs et chrétiens en dialogue

N°31 > octobre 2014 • 32 pages



L'ÉTAT ISLAMIQUE (**DAECH**), cancer d'un monde arabo-musulman **en recomposition**

par

Gérard Fellous

Expert auprès des Nations-Unies et du Conseil de l'Europe

Crif

Les textes publiés dans la collection des *Etudes du Crif*
n'engagent pas la responsabilité du CRIF.
La rédaction n'est pas responsable des documents adressés.

BIENVENUE AUX AMIS DU CRIF

Vous aurez l'opportunité de rencontrer des personnalités et experts de premier plan ;

Vous recevrez par mail des dossiers et analyses de haut niveau tout au long de l'année ;

Vous recevrez notre newsletter ;

Vous aurez la possibilité d'exprimer vos idées ;

Vous accéderez à un espace dédié vous permettant de connaître les membres de l'association.

L'adhésion, fixée annuellement à 40 €, donnera accès aux événements très réguliers organisés par les Amis du CRIF, ainsi qu'à une information privilégiée sur l'action et les activités du CRIF.

L'association les Amis du CRIF est ouverte à tous ceux qui partagent les préoccupations du CRIF et qui sont prêts à adhérer à son action.

A bientôt aux Amis du CRIF !

Pour adhérer :

Conseil Représentatif des Institutions Juives de France

Espace Rachi

39 rue Broca 75005 Paris

Tél. : +33 (0)1 42 17 11 11

Fax : +33 (0)1 42 17 11 50

http://www.crif.org/fr/mon_adhesion

BIOGRAPHIE

GÉRARD FELLOUS



Au cours des vingt-cinq dernières années, Gérard Fellous a mené une action d'expert dans les instances internationales, en sa qualité de secrétaire général de la Commission nationale consultative des droits de l'homme française (CNCDH). Auprès du Haut-Commissariat aux droits de l'homme des Nations unies (Genève), Gérard Fellous a été rapporteur des Rencontres internationales sur l'impunité (Nations unies, Genève, 1992). Il a organisé les premières Rencontres internationales des Institutions nationales de promotion et de protection des droits de l'homme. Membre de la délégation française à la Conférence mondiale des droits de l'homme (Vienne, juin 1993), il a été consultant du programme d'assistance des Nations unies. À ce titre, il a été chargé de la création et de la formation d'institutions nationales (Égypte, Algérie, Maroc, Mali, Cameroun...). Il a participé à la mise en place du réseau international et des réseaux régionaux des institutions nationales de promotion et de protection des droits de l'homme sur les cinq continents. Il est intervenu devant le Forum mondial des droits de l'homme, organisé par l'UNESCO (Nantes).

Auprès de l'Union européenne et du Conseil de l'Europe, Gérard Fellous a participé à la création de l'Observatoire européen des phénomènes racistes de Vienne. Il a été chargé de missions de formation auprès de nouvelles institutions de médiateurs nationaux et de commission des droits de l'homme en Arménie et en Macédoine. Devant le Conseil de l'Europe, il a présenté (juin 2014) un rapport sur l'accroissement de l'antisémitisme en Europe, qui a donné lieu à une résolution des États membres. En qualité d'expert de l'Organisation internationale de la Francophonie, Gérard Fellous a occupé les fonctions de secrétaire général de l'Association francophone des commissions des droits de l'homme. Il a été l'auteur associé du rapport de l'Observatoire « État des pratiques de la démocratie, des droits et des libertés dans l'espace francophone ». À ce titre, il a participé à la supervision des élections au Cameroun et en Haïti. Il a occupé la fonction d'expert auprès de l'Association des ombudsmans et médiateurs francophones (AOME, 2006-2007).

La carrière nationale de Gérard Fellous, au poste de secrétaire général de la CNCDH qu'il a mise en place en 1987 et animée jusqu'en 2007, lui a permis de soumettre des avis sur toutes les questions de société aux Premiers ministres en exercice durant cette période : Jacques Chirac, Michel Rocard, Edith Cresson, Pierre Bérégovoy, Édouard Balladur, Alain Juppé, Lionel Jospin, Jean-Pierre Raffarin, Dominique de Villepin et François Fillon. Auparavant, il a été membre du cabinet du secrétaire d'État aux Droits de l'homme, Claude Malhuret. Dans le cadre de cette fonction, il a été rapporteur du « Rapport annuel sur les phénomènes racistes et xénophobes en France (1986-2006) », ainsi que du « Rapport de l'Observatoire des phénomènes racistes de l'Union européenne (1999 et 2000, Vienne, Autriche) ». Gérard Fellous a été formateur à l'Institut international d'administration publique (IIAP-Paris) et à l'École nationale d'administration (ENA-Strasbourg).

Expert auprès du Médiateur de la République (France), il a en particulier été consultant pour l'Association des ombudsmans et médiateurs de la Méditerranée, produisant des études présentées lors des réunions de Marseille (2008), Athènes (2009) et Madrid (2010). De formation scientifique (licence de mathématiques et de physique) et littéraire, Gérard Fellous a entamé une carrière professionnelle en qualité de journaliste (1961-1968) au sein du groupe de presse Combat.

Il fut rédacteur en chef du quotidien *La Presse de Tunisie*, puis chargé du Maghreb au groupe *Jeune Afrique*. Directeur de la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA) aux côtés du président Jean Pierre-Bloch, il a été rédacteur en chef du mensuel *Le Droit de vivre* (1970-1975).

.../...

Suite Biographie de Gérard Fellous

Il a créé à Paris et dirigé le bureau européen de l'Agence télégraphique juive (ATJ), et son *Bulletin* quotidien, de même que la radio Communauté. Gérard Fellous a été collaborateur des quotidiens *Le Monde* (département Religion) et *Le Figaro* (département Éducation).

Il est l'auteur de nombreux articles consultables sur son blog www.gerardfellous.com ; d'études, parmi lesquelles, dans *Les Études du CRIF*, « ONU, la diplomatie multilatérale : entre gesticulations et compromis feutrés » (n° 22) et « La laïcité française. L'attachement du judaïsme » (n° 28) ; et d'ouvrages, dont *La Laïcité française* (tomes I et II édités par BoD, 2014) ; *Les Droits de l'homme, une universalité menacée* (La Documentation française, 2010) ; *Les Institutions nationales des droits de l'homme* (La Documentation française, 2006) ; 1989 : *Les Droits de l'homme en questions* (La Documentation française, 1989).

PRÉFACE

MARC KNOBEL

Depuis de nombreux mois, les djihadistes syriens, irakiens et étrangers transforment la Syrie et l'Irak en un champ de ruines. La pieuvre islamiste étend son influence et ravage, détruit des terres entières. Selon le politologue Asiem El-Difraoui, sa stratégie se fonde sur l'ultraviolence, marque de fabrique du mouvement. Dans la logique d'une guerre psychologique, les mises en scène de décapitation ou d'assassinat, filmées en gros plan, ont pour but de terroriser ses ennemis. En interne, elles assurent aussi la cohésion du groupe car elle montre qu'il met ses menaces à exécution. Cette brutalité permet de maintenir une pression omniprésente et diffuse. De très nombreux articles ont été écrits et sont publiés tous les jours sur le sujet et d'innombrables reportages ont été diffusés. Les correspondants de la presse internationale et certains journalistes courageux informent l'opinion publique des tragédies qui balayent ces différents pays, et ce au péril de leur vie. Sur place, des habitants filment en cachette décapitations, crucifixions, exactions. Bref, toute l'horreur et l'inhumanité dont témoignent tous les crimes commis par Daech. Pour ce trente-deuxième numéro des Études du CRIF, Gérard Fellous, expert auprès des Nations unies et de l'Union européenne, revient sur ce sujet et toutes ces composantes, multiples et complexes. Il nous offre une importante synthèse et un travail original qui permet de lire, d'observer, de comprendre et d'analyser toutes les mécaniques en place.

Qu'est-ce que Daech ? S'agit-il d'une organisation terroriste de nouvelle génération ? D'une tentative de coalition terroriste ? D'un califat ressuscité ? D'un État-nation embryonnaire ou d'une coquille vide avec une ébauche de structuration étatique, des effectifs armés hétéroclites et des mercenaires étrangers ? Quelle est son idéologie ? Que dire de son financement ? Que deviennent les territoires annexés ? Quelles sont les minorités persécutées ? Que subissent-elles ? Peut-on parler d'épuration ethnique ? Que doit-on penser de la mobilisation internationale qui s'est mise en place pour lutter contre Daech ? N'est-il pas trop tard ? Les répliques militaires et aériennes seront-elles suffisantes pour empêcher Daech de s'étendre ? Quelle est la spécificité de ce conflit et comment Daech s'adapte-t-il à cette situation ? Plus généralement, qu'est-ce Daech nous apprend sur le monde arabe et musulman ? Quels sont les pays arabes déstabilisés ? Que risquent-ils ? S'agit-il d'une déstabilisation régionale profonde ? En cette période dangereuse pour la région, les pays qui la composent sont à la recherche d'un leadership. Lequel sera celui qui se dégagera ? Enfin, quelles peuvent être les réponses religieuses et culturelles à opposer, dans la sphère arabo-musulmane, aux prêcheurs de haine et de mort ?

Si les cibles prioritaires de ce « terrorisme d'État islamique » sont les régimes arabo-musulmans dans la région, et secondairement les pays occidentaux qui s'y opposeraient, il est clair que c'est un choc entre sunnites et chiïtes que recherche Daech, note Gérard Fellous. Et la propagation géographique rapide de Daech est symptomatique du délitement d'un certain nombre d'États de la région. L'objectif du « califat » de Daech est de tenter de redessiner les frontières de la région proche et moyenne orientale, vieilles d'un siècle, héritées de la colonisation franco-britannique et maintenues en place par un nationalisme arabe aujourd'hui quasiment disparu. Sur le plan doctrinal, c'est à la renaissance d'un islamisme rigoriste et violent, fondé sur le djihad conquérant, que s'emploie Daech. Cette forme traditionnelle de l'islam est destinée à bloquer, à n'en pas douter provisoirement, tout courant réformiste tolérant de l'islam, amorcé depuis le XIX^e siècle, tel qu'il tente de se développer théologiquement, d'abord chez certains musulmans installés en Occident, et particulièrement en France. Au final, chaque djihadiste contribue un peu plus à diaboliser l'islam, religion du Livre qui doit être pleinement et totalement respectée. Pis, chaque islamiste n'empoisonne pas seulement le cœur de chaque musulman ou non-musulman, il l'étrangle. Un numéro pour comprendre.

> Marc Knobel

CHAPITRE 1

L'ÉTAT ISLAMIQUE, UNE CRÉATION ATYPIQUE

Daech (acronyme de *ad-dawla al-islamiyya*), autoproclamé « État islamique » sunnite le 29 juin 2014 à Mossoul (Irak) sous régime de califat, a très vite retenu l'attention et inquiété non seulement les gouvernements et les opinions publiques du monde occidental, ainsi que les instances multinationales aussitôt mobilisées, mais prioritairement les États arabo-musulmans du Proche-Orient.

Cette entité ne répond à aucun des modèles ou schémas connus jusque-là. Sa nature et ses méthodes appellent de nouvelles approches et de nouvelles stratégies pour une lutte qui sera longue. En effet, les tactiques et les moyens appliqués jusqu'à présent contre le terrorisme international ou les États-voyous ne sont plus strictement transposables dans le cas de Daech.

Après un premier temps de sidération, la menace que constitue l'État islamique a été sous-estimée, tant par les pays arabo-musulmans que par l'Occident.

Daech est né sur les cendres des échecs successifs des pays de la région, depuis le panarabisme, jusqu'aux « Printemps arabes », avec l'ambition avouée de bouleverser l'ordre régional hérité de la décolonisation pour substituer aux dictatures laïques une dictature unique islamique s'étendant par-dessus les frontières dites de Sykes-Picot, qui avaient dessiné le Proche-Orient depuis la Première Guerre mondiale.

De retour d'un séjour de plusieurs semaines dans le monde arabo-musulman proche-oriental, nous tentons dans cette étude de mieux cerner, en géopolitique, ce nouvel acteur de la région.

A. UNE ORGANISATION TERRORISTE DE NOUVELLE GÉNÉRATION ?

Les gènes de Daech se trouvent dans sa genèse et dans son histoire.

Bien qu'il ait été, à son origine, une émanation directe d'Al-Qaïda et que sa préoccupation stratégique actuelle soit de supplanter la galaxie terroriste dans le monde arabo-musulman aussi bien sunnite que chiite, ainsi qu'en témoigne sa courte histoire, l'État islamique n'est assimilable à rien de connu jusque-là.

En Irak, une organisation dénommée « État islamique d'Irak » (EII) est créée le 13 octobre 2006 dans le cadre d'un « Conseil consultatif des moudjahidines en Irak ». Ce Conseil est mis en place par l'organisation franchisée « Al-Qaïda en Irak ». Il est composé de cinq groupes armés djihadistes, rejoints par une trentaine de tribus sunnites de la province d'Al-Anbar, dans l'ouest du pays (70 % de la population locale). En un an, « Al-Qaïda en Irak » est phagocytée par l'EII et disparaît.

En Syrie apparaît le 9 avril 2013 un nouvel acteur dans l'opposition au régime El-Assad, l'« État islamique en Irak et au Levant » (EIIIL, ou encore ISIS en anglais et Daech en arabe, pour *ad-dawla al-islamiyya fi-el iraq wa es-sham*). Il absorbe le Front Al-Nosra, rapidement mais non sans tensions jusqu'en septembre 2014 : en effet, le chef de cette émanation d'Al-Qaïda, Abu Muhammad El-Julani, avait refusé la suprématie de l'EIIIL en renouvelant son allégeance à l'émir d'Al-Qaïda, Ayman Al-Zaouahiri, qui avait demandé la suppression de l'EIIIL, créé sans son accord, et son remplacement par Al-Nosra.

Un conflit militaire direct oppose, le 6 janvier 2014, une coalition formée par Al-Qaïda et le Front Al-Nosra contre l'État islamique, au moment où l'opposition armée syrienne lance contre ce dernier une offensive à Raqqa. Une semaine plus tard, une centaine de prisonniers, membres du Front Al-Nosra et du groupe djihadiste Ahrar Al-Cham, sont exécutés par l'État islamique.

La rupture est consommée le 2 février 2014, lorsque l'organisation terroriste de Ayman Al-Zaouahiri condamne officiellement l'État islamique, confirmant explicitement que celui-ci « n'est pas une branche d'Al-Qaïda, n'a aucun lien organisationnel avec elle ». Une tentative d'Al-Zaouahiri (le 4 avril 2014) de créer un tribunal religieux d'arbitrage pour imposer un cessez-le-feu et réduire le poids de l'État islamique échoue.

En mars 2014, la résistance armée de l'EI est chassée de la province d'Idib par le Front islamique – dont le groupe Ahrar Al-Cham est la principale composante. Il ne reste à l'armée du régime de Bachar El-Assad que le chef-lieu de cette région.

Les combats reprennent en mai 2014 près de Deir Ez-Zor (bataille d'Al-Busayrah). Le chef de l'État islamique en Syrie, Abou Mohammed Al-Adnani, qualifie les tentatives du leader d'Al-Qaïda de « déraisonnables, irréalistes et illégitimes ».

Daech (première version) prend sa revanche sur le groupe Ahrar Al-Cham, le 9 septembre 2014, lorsqu'il exécute son chef Hassan Abboud (*alias* Abou Abdallah Al-Hamawi) et décime une trentaine de ses dirigeants au cours d'un attentat à l'explosif dans le nord-ouest de la Syrie. Selon le directeur de l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), « la réunion avait lieu dans la cave d'une maison. Les chefs religieux et militaires (d'Ahrar Al-Cham) étaient au nombre d'environ 50. [...] Ils sont probablement tous morts, mais on a pu avoir confirmation que pour 28 ».

Ainsi, le mouvement armé contre le régime syrien, qui avait débuté en mars 2011, s'est-il transformé au fil des mois en un conflit sanglant entre djihadistes, qui laisse les troupes de Daech pratiquement seules contre l'armée alaouite.

Reste, dans le nord-est de la Syrie, une cellule terroriste, Khorasan, composée d'anciens éléments expérimentés d'Al-Qaïda venus notamment d'Afghanistan et du Pakistan, qui serait « une autre menace potentielle » pour les États-Unis, tout aussi dangereuse que Daech, selon James Clapper, chef du renseignement américain (déclaration du 18 septembre 2014). Dirigée par un proche d'Oussama Ben Laden, Khorasan serait chargée des attaques contre l'Occident, tout comme Al-Nosra, alors que Daech se réserverait le terrain moyen-oriental.

Sur le fond, la divergence entre Al-Qaïda et l'État islamique porte sur l'objet même de la guerre sainte (*djihad*) : pour la première, les ennemis sont prioritairement les États-Unis, Israël, les pays occidentaux et leurs alliés arabes dans la région ; pour le second, ce ne sont prioritairement ni les Juifs, ni Israël, ni les Américains qui ont quitté l'Irak, mais l'Iran et les chiïtes, et plus généralement les régimes musulmans « impies ».

Une tentative de coalition terroriste ?

Si, dans la zone syro-irakienne, Daech a rallié à lui ou soumis la quasi-totalité des groupes terroristes, en particulier ceux issus d'Al-Qaïda, son influence sur le réseau djihadiste international lui échappe encore.

Se dessine alors une répartition *de facto* des « terres de combat » djihadistes : à Daech le Proche et le Moyen-Orient, aux émanations d'Al-Qaïda, l'Occident et les autres pays musulmans.

Ainsi, après les frappes aériennes lancées par la coalition contre les positions de Daech, mais aussi contre celles d'Al-Nosra et de Khorassan en Irak et en Syrie, le chef d'Al-Nosra, Abou Mohammad Al-Joulani a annoncé des représailles « dans le monde entier », qualifiant les opérations aériennes de la coalition de « guerre contre l'islam » et fustigeant « un axe du mal » dirigé par « le pays des cow-boys ».

Dans une longue diatribe diffusée sur Internet le 22 septembre 2014, le porte-parole de Daech, Abou Mohammed Al-Adnani appelait non seulement aux meurtres, notamment de « ces mécréants de Français et d'Américains », mais pendant quarante-deux minutes, il exhortait les *mouwahiddin* (c'est-à-dire les sunnites) de tout le monde arabe à prendre part au combat contre « les croisés » et les « *rafidah* » (terme péjoratif pour désigner les chiïtes). Il félicite de même l'organisation terroriste Ansar Beit Al-Madis (ABM), proche de Daech, qui a commis une vague d'attentats en Égypte, particulièrement dans

le Sinaï, en août 2014, avec l'exécution de quatre civils accusés de « collaboration avec le Mossad ». Contre les forces de sécurité égyptiennes, qualifiées de « gardiens des Juifs », le porte-parole de Daech appelait à « truffer les routes d'explosifs, attaque[r] leurs bases, fai[re] irruption à leur domicile, tranche[r] leur tête, [les chasser] où vous pouvez ».

L'Algérie a été également le théâtre d'une nouvelle phase d'actions de Daech hors de ses frontières, avec la prise en otage du randonneur français Hervé Gourdel en Kabylie le 21 septembre 2014, et sa décapitation par la brigade salafiste Jund Al-Khalifa (les soldats du califat). Celle-ci s'est détachée d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) pour prêter allégeance, en juillet 2014, à l'État islamique. « C'est le signal du passage d'une stratégie régionale à une stratégie plus globale », estime Romain Caillet, spécialiste des mouvements islamiques (*Les clés du Moyen-Orient*, 8 juillet 2014).

Cette exécution a provoqué une vague d'indignation en France, en particulier lors d'un rassemblement tenu le 28 septembre à Paris, au cours duquel le président du CRIF, Roger Cukierman, s'est déclaré « atterré par l'horrible assassinat de notre compatriote Hervé Gourdel. Face à la barbarie moyenâgeuse du terrorisme islamique, nous devons être unis et forts ».

Les menaces de Daech vont au-delà de l'Occident. Dans une paranoïa débordante, une vidéo postée sur YouTube, le 30 septembre 2014, menace également le président russe Vladimir Poutine, proclamant : « Ton trône [...] tombera quand nous viendrons chez toi » et que « nous libérerons la Tchétchénie et tout le Caucase ». En montrant un avion de guerre, Daech écrit : « Ces avions que tu as envoyés à Bachar El-Assad, nous les enverrons chez toi, si Dieu le veut. » Le parquet général russe a diligentié une enquête pour menace d'acte terroriste et appel public à violer l'intégrité territoriale de Russie.

B. UN CALIFAT RESSUSCITÉ ?

Le Daech syrien s'est affranchi progressivement d'Al-Qaïda pour se déclarer totalement indépendant le 29 juin 2014, lors de la création d'un califat dénommé « État islamique », dirigé par un calife autoproclamé, Ibrahim Ibn Aouad, *alias* Abou Bakr Al-Baghdadi Al-Husseini Al-Qürashi.

C'est alors que Daech ordonne publiquement à Al-Qaïda et aux différents groupes armés islamiques de la région de se soumettre à son autorité, son calife s'étant proclamé « le chef des musulmans » du monde entier. En Syrie, les djihadistes de l'opposition, en particulier ceux du Front islamique et de Al-Nosra, considèrent cette proclamation « comme nulle et non avenue, légalement et logiquement » (30 juin 2014). Quelques jours plus tard, la direction centrale d'AQMI (Al-Qaïda au Maghreb islamique) rejette ce califat constitué « sans consultation avec les chefs des *moudjahidines* », dit-elle. Elle déclare « vouloir un califat dans la voie de la Prophétie, sur la base de la consultation (*Choura*), cherchant à unir les musulmans et à épargner leur sang ». Le prédicateur Abou Qatada est également de cet avis.

Aux Philippines, alors que les « Combattants islamiques pour la liberté » de Bangs Moro font allégeance au califat de Daech, le Front Moro islamique de libération prend ses distances, en condamnant « tout acte barbare et sauvage ». Il semble bien que, dans un premier temps, Al-Qaïda ait cédé le terrain proche-oriental à Daech, se concentrant sur les terres musulmanes asiatiques. Le 3 septembre 2014, Al-Zouahiri annonce la création de sections en Birmanie, au Bangladesh et dans certaines parties de l'Inde, après l'Afghanistan et le Pakistan.

En septembre 2014, Daech est inclus dans les listes d'organisations terroristes établies aussi bien par l'Arabie saoudite, la Tunisie ou l'Indonésie que par les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Australie ou le Canada.

Avec l'apparition et le développement du califat de Daech, le djihadisme international semble prendre une nouvelle forme, depuis les attentats perpétrés par Al-Qaïda le 11 septembre 2001 : « Tous les

Ibrahim, un personnage trouble et mystérieux

Le « calife Ibrahim », que ses partisans qualifient de « croyant lettré, véritable source d'inspiration pour des millions de fidèles sunnites », reste un individu trouble et mystérieux. Les photos de lui diffusées par le FBI et par le ministère irakien de l'Intérieur ne se ressemblent pas. Son nom composé (Abou Bakr fait référence au premier calife et compagnon du prophète, et Al-Baghdadi signifie « originaire de Bagdad ») fait de lui le calife ou le djihadiste invisible qui ne parle jamais directement dans les messages de Daech ou les clips de propagande. Ses otages ne l'ont jamais rencontré.

Tout comme ses djihadistes mis en difficulté ou comme les terroristes tels que Mohamed Merah, il pratique la méthode de la *taqiya*, enseignée dans les camps d'Al-Qaïda au milieu des années 1990, rappelle le juge du pôle antiterroriste du TGI de Paris, Marc Trévedic. Il s'agit de se fondre dans la population, selon des préceptes qui se trouveraient dans des versets du Coran, en attendant d'être plus fort pour passer à l'offensive.

Selon les services américains, Al-Baghdadi serait né en 1971 (43 ans) à Samara, au nord de Bagdad, dans le clan tribal des Samarraï, ce qui ferait de lui un descendant des Husseini. D'autres situent son origine dans la province de Diyala, dans l'est de l'Irak.

Après avoir étudié à l'université islamique de Bagdad, il aurait rejoint l'insurrection irakienne peu après l'intervention américaine de 2003. Arrêté, il aurait passé quatre ans dans un camp de détention. Après l'annonce de sa mort en 2005, il est réapparu en mai 2010 à la tête de la branche irakienne d'Al-Qaïda (État islamique en Irak-ISI), avec une réputation de bon commandant et de tacticien sur le champ de bataille. Le FBI offre une prime de dix millions de dollars pour la capture d'Al-Baghdadi (contre 25 millions pour celle du chef d'Al-Qaïda, Zaouahiri).

Depuis la mort du prophète, le « calife » est son successeur au titre d'« émir des croyants » du monde musulman. Après les quatre premiers califats, qui furent à leurs apogées sous les dynasties des Omeyyades (661-750) et des Abbassides (750-1517), le dernier califat a disparu en 1924, avec le démantèlement de l'Empire ottoman.

groupes liés à Al-Qaïda et les mouvements djihadistes indépendants vont désormais devoir décider s'ils soutiennent l'État islamique ou s'ils s'opposent à lui », diagnostique Charles Lister, chercheur associé à Brookings Doha. Il poursuit : « Cela pourrait marquer la naissance d'une nouvelle ère de djihadisme transnational [et] pose un véritable danger pour Al-Qaïda et son leadership » (*Le Monde*, 12 juin 2014).

C. L'ARME DE LA TERREUR

L'État islamique se caractérise d'une part par un usage systématique, consubstantiel, de la terreur et de la barbarie, qui puise sa justification dans le retour aux pratiques primitives de l'Hégire (remontant au VII^e siècle), et d'autre part dans une communication usant des technologies les plus modernes, particulièrement des mises en scène sur Internet.

1. Chronique de la terreur en Irak

Ainsi, en prenant Mossoul en juin 2014, Daech proclame une charte de 16 articles organisant la ville, parmi lesquels « l'exécution, la crucifixion, l'amputation des bras et (ou) des jambes, ou l'exil » (art. 5)

ou l'interdiction faite aux femmes de sortir vêtues autrement que d'un niqab et accompagnées d'un membre de leurs familles (art. 14). En s'emparant de la prison de Badoush, Daech massacre 670 prisonniers chiites dans le cadre d'un « nettoyage ethnique et religieux » (AFP).

Le 11 juin, près de la base aérienne d'Al-Sahra de Tikrit, dans les anciens palais de Saddam Hussein, 800 soldats irakiens capturés, appartenant à un détachement de 1 500 jeunes recrues en formation, sont répartis en lignes de dix hommes et fusillés. L'un des vingt survivants, qui s'était fait passer pour bédouin, affirme qu'ils avaient été trahis par leurs chefs : « Ils nous ont vendus à l'État islamique », raconte-t-il. Les officiers affirment pour leur part s'être mis sous la protection de tribus locales pour rejoindre Samarra, dans le sud (Reuters, 7 juillet 2014).

Le 13 juin, 1 700 soldats chiites de l'armée irakienne faits prisonniers à Tikrit sont exécutés, les photos de dizaines de fusillés jetés dans des fosses communes sont exhibées sur un compte Twitter de l'EIL.

Pour la première fois, le 15 juin 2014, un groupe terroriste se présentant comme la « branche Palestine-Cisjordanie » de l'État islamique revendique l'enlèvement et l'exécution de trois adolescents israéliens près de Goush Etzion (Judée-Samarie), ainsi que l'affirme la propagande de Daech.

Le lendemain, dans quatre localités proches de Kirkouk (nord de l'Irak), une quarantaine de chiites turkmènes, parmi lesquels des enfants, sont massacrés, avant qu'une jeune veuve de 26 ans accusée d'adultère soit lapidée à mort à Tbeqa, près de Racca.

Le 17 juillet 2014, Daech met le feu à l'archevêché syriaque catholique de Mossoul. Le lendemain, les djihadistes lancent un ultimatum aux habitants chrétiens de la ville, les sommant de se convertir à l'islam ou de payer la *djizra* (une taxe mensuelle de 250 dollars par personne), faute de quoi ils seront mis à mort. L'injonction proclame : « Nous leur proposons trois choix : l'islam, la *dhimma*, et s'ils refusent ces deux choix, il ne reste que le glaive ».

Dans le nord de l'Irak, au cours de son offensive, Daech massacre au moins 500 membres de la minorité yézidie. En particulier, le 15 août 2014, dans l'attaque du village de Kocho, 81 hommes sont exécutés, et des femmes et des enfants capturés. Le viol et le rapt des femmes servent d'armes de guerre : ainsi, près de 2 000 jeunes filles et femmes yéziennes seraient détenues par les soudards de Daech, qui annonce publiquement : « Les femmes doivent être assujetties et déshumanisées. Les combattants les considèrent comme des objets commerciaux et sexuels. Ils les capturent, les enferment et en font des butins de guerre, les réduisant à l'esclavage sexuel. On notera que le 16 août, 700 femmes yéziennes ont été vendues en place publique, à un prix moyen équivalent à 150 dollars par personne.

De mars à novembre 2013, l'EIL aurait ainsi fait 6 000 morts parmi les populations civiles chiites d'Irak, indique l'ONU. Daech est accusé de mener « une campagne systématique de nettoyage ethnique » dans le nord de l'Irak, se livrant à des exécutions massives, estime un rapport d'Amnesty International (« Nettoyage ethniques dans des proportions historiques », 2 septembre 2014). Ces djihadistes y sont accusés de « crimes de guerre, notamment d'exécutions sommaires de masse et d'enlèvements visant systématiquement les minorités du nord de l'Irak, notamment les chrétiens, les Turcomans chiites, les Shabaks et les yézidis ».

2. Chronique de la terreur en Syrie

En 2013, 400 opposants sunnites au régime ont été exécutés en Syrie. En novembre de cette année-là, un combattant d'Ahrar al-Sham a été décapité au motif qu'il aurait été chiite, et en janvier suivant, un commandant de cette organisation d'opposition a été torturé et exécuté.

Dès le mois d'août 2014, Daech a utilisé des « vidéos de l'horreur » sur le web djihadiste pour recruter. Pour la première fois, un commandant de 28 ans d'origine irakienne, Abu Wahib, apparaît dans une

mise en scène soignée : barbu, cheveux à la brésilienne, treillis à la Guevara, il est montré à la frontière syrienne, contrôlant des camionneurs supposés chiites et qu'il fait exécuter à la kalachnikov comme mécréants (*kouffar*). Abu Wahib est devenu une vedette sur YouTube, où on le voit aussi interpréter des chants religieux dans des vidéo-montages.

En juillet 2014, un djihadiste franco-marocain, Abdallah G., « prend la vedette », en posant avec cinq têtes humaines tranchées, tenant l'une d'elles par les cheveux. Ces photos ont largement circulé sur les réseaux sociaux. Envoyé au combat contre l'armée syrienne, il a été tué d'une balle dans la tête un mois plus tard, mais Daech n'a pas manqué de faire circuler sur le web la photo de son cadavre sanguinolent.

En août 2014, dans le gouvernorat de Deir Ez-Zor, les sbires de Daech massacrent en l'espace de deux semaines 700 membres de la tribu des Chaïtat, dont 300 personnes en une seule journée, à Ghraeidj. Les 27 et 28 août, après la bataille de Tabqa, les djihadistes de l'État islamique exécutent sommairement 160 à 200 soldats de l'armée syrienne qu'ils ont faits prisonniers.

Si ces atrocités n'ont fait l'objet que d'une faible diffusion à l'échelle mondiale sur des sites et des comptes sociaux du web, l'exécution par décapitation de deux journalistes américains otages de Daech, ainsi que d'un militant humanitaire britannique a provoqué une émotion quasi universelle, voulue et recherchée par l'État islamique. La mise à mort filmée et mise en ligne de James Foley, enlevé au nord de la Syrie le 22 novembre 2012, et celle de Steven Sotloff, capturé le 4 août 2013 à Alep, étaient présentées comme des représailles aux bombardements américains en Irak. La décapitation de l'otage britannique (septembre 2014) David Haines a fait l'objet elle aussi d'une mise en scène filmée et diffusée en ligne. Un quatrième otage, le Britannique Alan Henning, a été décapité dans les premiers jours d'octobre. Âgé de 47 ans, cet homme originaire de Manchester avait été enlevé à Al-Dana (dans le nord de la Syrie) à Noël 2013, alors qu'il effectuait une mission humanitaire pour le compte d'une ONG musulmane, puis détenu à Raqqa. Le 5 octobre, un jeune Américain, militant humanitaire, est également décapité.

Une vingtaine d'otages occidentaux, journalistes ou humanitaires, dont un prêtre et deux jeunes femmes engagées dans des opérations humanitaires, tous trois italiens, sont toujours entre les mains des tortionnaires de l'État islamique.

Ces macabres mises en scène sur Twitter ont été également utilisées lors de la décapitation de trois soldats de l'armée libanaise, originaires de Baalbek, enlevés avec une trentaine de soldats et de policiers à Ersal, dans le nord du pays (2 août 2014).

L'expert Romain Caillet note que « l'État islamique produit ses propres vidéos de propagande. Mais il laisse aussi ses combattants utiliser les réseaux sociaux, YouTube, Twitter, Facebook, comme ils l'entendent dans la mesure où ils popularisent leur cause » (*Le Point*, 12 avril 2014). Raffaello Pantucci, expert au Royal United Services Institute de Londres, souligne également « qu'ils maîtrisent parfaitement tous ces outils et ces codes » (*La Presse*, journal canadien, 11 juillet 2014). Ainsi un index dirigé vers le ciel, signe religieux exprimant l'unicité d'Allah, devient-il un signe de ralliement dans les mises en scène djihadistes. De la même manière, la vidéo de l'assassinat de l'otage James Foley par le tortionnaire d'origine britannique « Juhadi John » est filmée – décors et personnages – sur le modèle de la scène finale d'exécution du film hollywoodien *Seven* avec Kevin Spacey.

Sur Facebook, Twitter ou Instagram, les djihadistes reprennent les codes à la mode dans leurs publications en arabe, en anglais, ou plus rarement en français et en allemand, ponctuées d'un smiley ou d'un *hashtag*, comme pour des photos de vacances. Ils utilisent à présent des photos de chatons, posés sur des kalachnikovs pour quotidiennement « humaniser » leurs violentes images de combat. Romain Caillet explique : « Il y a dix ans, ils fréquentaient des forums plus ou moins secrets. Aujourd'hui, ils sont sur des réseaux sociaux pour terrifier les opinions publiques, mais aussi pour recruter et transmettre des informations à leurs partisans. »

D. DES EFFECTIFS ARMÉS HÉTÉROCLITES

1. Une « guerre » menée en Irak

En juin 2007, le premier ennemi de Daech est non pas le pouvoir central chiite, mais des groupes armés d'opposition tels que *l'Armée islamique en Irak*, la *Brigade de la Révolution de 1920* ou *Ansar al-Sunna*, particulièrement dans la province d'Al-Anbar.

Le deuxième bilan de cette guerre menée par Daech en 2013, est présenté dans un rapport de propagande diffusé sur l'Internet (*31 mars 2014- 400 pages*), qui comptabilise un total de 7 681 « opérations militaires », sous quatorze types. On y retiendra, en particulier : 4 465 attaques par charges explosives ; 1 083 assassinats par armes avec silencieux ou armes blanches ; 1047 actions de tireurs isolés ; 1015 bâtiments détruits (maisons, commerces, sièges sociaux, lieux de prières) ; 537 attentats à la voiture piégée détruisant 78 personnes et 537 véhicules ; 336 assauts à l'arme moyenne ou lourde ; 8 villes « contrôlées et nettoyées des infidèles », et plusieurs centaines de prisonniers libérés qui rejoignent les rangs de l'EI. Ces statistiques destinées à valoriser à l'étranger les « succès » de Daech, indiquent aussi bien les moyens mis en œuvre que la nature des forces disponibles, plus proches du terrorisme que de l'action militaire classique.

En 2014, Daech enrôle plusieurs tribus sunnites pour conquérir les villes stratégiques de Falloujah (*4 janvier 14*), Mossoul (*9 juin 14*) où la seule loi devient celle de la *Charria*. Pour la première fois en Irak, les 25 000 chrétiens de Mossoul se voient appliquer le statut de *Dhimmi*.

2. Les opérations menées en Syrie

L'État islamique en Irak et au Levant qui s'engageait en 2013 sur ce terrain, regroupait entre 7 000 et 10 000 combattants contre le régime alaouite, particulièrement dans le nord du pays, à Jerablus et à Raqqa.

Ce chiffre a été réévalué à 50 000 combattants en août 2014 par l'Observatoire syrien des droits de l'homme. Ces « combattants » sont d'inégale efficacité. Alors que certains se bornent à porter une kalachnikov et à parader dans les bourgades conquises, d'autres, aguerris au combat, forment des unités d'élite, comme on l'a vu lors de la prise de Mossoul (juin 2014), quand 800 d'entre eux ont mis en déroute 3 000 soldats irakiens. Ce fait d'arme a été suivi d'une campagne de recrutement de 6 000 nouveaux djihadistes dans les villes conquises en Irak, estime Alain Rodier, ancien membre de la DGSE française (*Le Figaro*, 12 septembre 2014).

Dans un pays en déliquescence où l'opposition armée est gangrenée par de nombreux groupes djihadistes, Daech constitue une force militaire hétéroclite : à quelques centaines de combattants mis à disposition en juillet 2013 par le Teri-e-Taliban Pakistan viennent s'ajouter des transfuges du groupe –Al-Nosra ou des hommes armés de tribus locales.

Au moment de la création du califat Daech, en août 2014, différentes évaluations situent entre 20 et 50 000 le nombre total de combattants de l'EI. En Irak, 25 000 combattants lui auraient prêté allégeance (*The Daily Telegraph*), tandis qu'ils seraient 50 000 dans la seule Syrie (Observatoire syrien des droits de l'homme). À la veille de la proclamation du califat, les observateurs français évaluaient ses effectifs à 25 000 hommes, à la suite de la libération de nombreux prisonniers lors de la prise de Mossoul et de ralliement de tribus. En quelques mois, ces effectifs auraient quasiment doublé.

Une part non négligeable de ces combattants, environ la moitié, serait venue de l'étranger.

Selon une nouvelle estimation de la CIA américaine (au 11 septembre 2014), 20 000 à 31 000 djihadistes auraient rejoint les rangs de Daech en Irak et en Syrie, alors que le chiffre de 10 000 était avancé lors d'une précédente estimation. L'interprétation de cet accroissement spectaculaire donné par

la CIA est attribuée à « un recrutement plus vigoureux depuis le mois de juin 2014, après des victoires sur le terrain et la proclamation du califat ».

Les méthodes de guérilla ou de ralliement de tribus sont mises en œuvre par Daech lorsque les rapports de force avec les armées nationales leur sont fortement défavorables. Les combattants islamiques, mobilisés sur plusieurs fronts et confrontés aux 178 000 hommes de l'armée régulière syrienne, sont pour plus de la moitié des fantassins. Il en est de même face aux 250 000 soldats irakiens désorganisés ou trahis par des cadres sunnites. La situation est totalement différente face aux forces kurdes, composées de 35 000 *peshmergas* bien équipés –aujourd'hui par les États-Unis et l'Europe, et très aguerris à ce type de combat.

En Irak, les combattants de l'État islamique seraient à 90 % des nationaux, tandis qu'en Syrie, seuls 50 % des combattants sont locaux, les autres étant étrangers.

Ces effectifs semblent être sous-estimés, de l'avis même du président américain Obama (CBS, 21 septembre 2014).

3. Des mercenaires étrangers

Daech s'illustre par l'intégration dans ses forces de combattants étrangers, phénomène récent qui fait craindre aux nombreux pays d'où ces deniers sont originaires l'importation sur leurs territoires d'une forme de guerre sainte lorsque ces djihadistes fanatisés rentreront chez eux. La stratégie de Daech est qu'à terme, il s'agira de semer les graines du califat islamiste sur de vastes territoires. Leur nombre est incertain. Ainsi, entre 2011 et 2014, 12 000 volontaires venus de 50 pays auraient combattu dans les rangs de l'État islamique, estime le département d'État américain. Pour la seule Syrie, l'Observatoire syrien des droits de l'homme en évaluait le nombre à 20 000 en août 2014, provenant principalement des pays du Golfe, du Maghreb, de Tchétchénie, d'Europe, des États-Unis ou encore de Chine.

Pour les Occidentaux, leur nombre a été évalué en septembre 2014 à 3 000 au moins. Aux djihadistes venus de France (un millier), il faut en ajouter 500 venus de Grande-Bretagne (ils seraient plus de 1 500 pour l'ensemble des fronts depuis 2011), 400 d'Allemagne, 350 de Belgique, 250 d'Australie, 120 des Pays-Bas, 70 des États-Unis, 50 d'Italie et autant d'Espagne.

Selon une étude de l'armée norvégienne, basée sur les sources des organismes de renseignement des pays concernés (septembre 2014), un djihadiste étranger sur neuf serait prêt, à son retour dans son pays, à prendre les armes contre celui-ci.

Mais la majorité des troupes étrangères de Daech vient de pays arabo-musulmans. En septembre 2014, selon le Souan Group (un organisme de renseignement basé à New York), on comptait 3 000 combattants venus de Tunisie, 2 500 d'Arabie-saoudite, 2 089 de Jordanie, 1 500 du Maroc, 890 du Liban, 556 de Libye, 400 de Turquie, 358 d'Égypte. Ils étaient aussi 186 de Tchétchénie, 247 d'Irak, 114 de Palestine ou encore 71 du Koweït. Autre particularité, 10 à 15 % de ces étrangers enrôlés en Syrie sont des femmes, estime un groupe d'études londonien.

Au cours de la réunion au sommet du Conseil de sécurité de l'ONU, exceptionnellement tenue, le 24 septembre 2014, sous la présidence de Barak Obama, celui-ci a précisé que ses services de renseignement avaient décelé plus de 15 000 combattants étrangers venus de 80 pays. À cette occasion, le Conseil de sécurité a adopté à l'unanimité une résolution imposant aux États membres de l'ONU, sous peine de sanction, de s'assurer que « leurs lois et règlements nationaux instaurent de lourdes condamnations pénales » à l'encontre des djihadistes étrangers, et des instigateurs de leur recrutement et de leur financement.

4. Des djihadistes français

À la mi-août 2014, le ministre de l'Intérieur estimait le nombre de Français combattant en Syrie à 900. Un mois plus tard, ce chiffre était réévalué à 942, pour les deux dernières années, selon le juge antiterroriste Marc Trévidic (*Le Point*, 8 septembre 2014).

Leur profil n'est désormais plus seulement celui de jeunes âgés de 20 à 22 ans, en situation de difficulté sociale, qui ont côtoyé des milieux radicaux, avec des convictions affirmées et des connaissances religieuses. Les candidats au djihad sont aujourd'hui, pour une partie d'entre eux du moins, embrigadés sur la Toile, subjugués par les émotions des images, des photos et vidéos d'exécutions, d'armes, et dans une moindre mesure motivés par des raisons religieuses. Selon le juge Trévidic, « l'évolution majeure, par rapport au terrorisme d'État professionnel du type du GIA – Groupe islamique armé en Algérie – est que nous sommes passés à un terrorisme d'amateur [...] faisant appel à l'émotion, aux images fortes, pas à la raison. La plupart des jeunes qui partent en Syrie sont ainsi très peu radicalisés au fond ». De plus, des mineurs, des femmes de 17 ou même de 14 ans, partent aujourd'hui pour la Syrie, ce qui n'a jamais été le cas auparavant.

Les tâches qui leur sont confiées par Daech sont, dans un premier temps, subalternes : gardien de prisonniers et tortionnaires, comme dans le cas de Mehdi Nemmouche, ainsi que l'ont précisé deux otages en Syrie, Didier François et Nicolas Hénin ; ou fossoyeur, comme ce Français qui, après trois mois, a abandonné pour rentrer. Certains d'entre eux sont d'abord envoyés combattre d'autres djihadistes, comme ceux d'Al-Nosra.

Les jeunes femmes qui rejoignent les rangs de Daech ne sont pas destinées à combattre ; elles sont généralement obligées d'épouser des combattants – quatre à cinq, s'ils meurent – précisent des témoignages. Les djihadistes ont une conception très particulière de la femme, ainsi que le détaille Marc Knobel (« Les djihadistes et les femmes », *Huffington Post*, 26 septembre 2014).

Le juge Trévidic souligne que le profil des djihadistes français qui se sont rendus en Syrie est très varié : « Il y a ceux qui versent dans le djihadiste comme dans le trafic de drogue, ceux qui deviennent incontrôlables en revenant – comme Mehdi Nemmouche –, et ceux qui sont partis combattre Bachar El-Assad et reviennent en disant “j'ai fait le djihad” et n'ont pas d'intention particulière à leur retour. »

Le cas de Nemmouche représente une catégorie de djihadistes « convertis » dans les prisons françaises. L'assassin du Musée juif de Bruxelles a été embrigadé au terme d'une période de cinq ans de prison (décembre 2007 à décembre 2012) pour de divers délits – conduite sans permis, refus d'obtempérer, puis vols aggravés et braquage de supérette. Pour le procureur de la République de Paris, François Molins, Nemmouche s'est radicalisé en prison au contact d'autres musulmans. Selon son avocate, au contraire, « il n'est apparemment pas quelqu'un de religieux. Ni de près ni de loin ». Néanmoins, le procureur Molins observe qu'à partir de 2011, lors de son transfert à la maison d'arrêt de Toulon-La-Farlède, « il s'illustre par son prosélytisme extrémiste, fréquentant un groupe de détenus islamistes radicaux et faisant appel à la prière collective en promenade ». Nemmouche se met à pratiquer l'islam de façon trop ostentatoire aux yeux de l'administration pénitentiaire, avec « des tendances prononcées [à] essayer d'enrôler » d'autres détenus (*Huffington Post*, 1^{er} juin 2014).

Admirateur de Mohamed Merah, l'auteur de la tuerie de l'école juive de Toulouse en mars 2012, il « faisait les cinq prières par jour, portait la barbe et la djellaba. Il avait proscrit la télévision dans sa cellule », précise David Manton, le secrétaire régional adjoint de l'Ufap-Unsa Justice. À sa sortie de prison, il a réussi, le 31 décembre 2012 à rejoindre Daech en Syrie, en passant par Bruxelles, Londres, Beyrouth et Istanbul. Il y est demeuré durant toute l'année 2013 sous le nom d'Abou Omar « le Cogneur ». Les otages français qui l'ont eu pour gardien disent que « dans ses propos permanents, il y avait une espèce d'obsession antisémite, une obsession à vouloir imiter ou dépasser Merah, son modèle ». Lui-même se définissait moins comme un « idéologue islamiste » que comme « un jeune criminel transformé en nettoyeur ethnique ». L'un des otages français tombés entre les mains de Nemmouche entre juillet et décembre 2013 le décrit comme un individu qui « quand il ne chantait pas, torturait. Il était membre d'un petit groupe de Français dont la venue terrorisait la cinquantaine de prisonniers syriens détenus dans les cellules voisines ».

D'un point de vue géographique, l'État islamique est opérationnel en Irak et en Syrie, d'ores et déjà considérés comme des pays éclatés, promis sous peu à des partitions. Il est aussi présent, mais peu opérationnel, dans le sud de la Turquie. Il semble vouloir établir une présence dans le nord du Liban et rallier des partisans en Jordanie, à Gaza, dans le Sinaï, en Arabie saoudite, et en Libye principalement. Les zones d'établissement et d'influence de Daech n'ont pas été initialement le fruit de conquêtes militaires classiques, mais du délitement, du pourrissement, de l'éclatement de parties de territoires d'Irak, puis de Syrie, plus généralement des « maillons faibles » de la région. L'Irak a pratiquement cessé d'exister, entraînant une partition territoriale, y compris avec le développement d'un Kurdistan autonome, alors que le régime alaouite d'El-Assad a perdu le contrôle de plus de la moitié de son territoire.

Afin d'étendre son influence et son autorité sur ces territoires, et selon la situation du terrain et des forces en présence, Daech utilise aussi bien les techniques de bataille conventionnelle, y compris avec des chars et des transports de troupes, que celles de la guérilla urbaine. Le président de l'International Institute for Strategic Studies, François Heisbourg, précise qu'en Syrie, « vous avez une situation de guerre civile qui oppose tous contre tous. On compte environ cinquante groupes différents. Vous avez la combinaison de la guérilla et de la guerre conventionnelle puisque les forces armées du régime syrien utilisent des armes conventionnelles » (*Actualité juive*, 11 septembre 2014). Il ajoute qu'en Irak, Daech n'a pas à craindre la présence de l'infanterie américaine, qui s'est retirée. Le gouvernement irakien chiite de Nouri Al-Maliki, mis en place par les États-Unis et fortement contesté par la population sunnite, ainsi que l'afflux d'armes et d'argent en provenance des États sunnites du Golfe avaient créé les conditions idéales pour une guérilla, permettant à Daech de constituer un sanctuaire autour de Mossoul, une fois la ville prise.

En Irak, dès le 13 octobre 2006, l'État islamique proclame qu'il revendique son autorité sur Bagdad, Anbar, Diyala, Kirkouk, Salah Ad-Dîn, Ninive et une partie de Babil ; puis dès 2013, sur la quasi totalité de l'ouest du pays, soit sept provinces (*wilayas*).

C'est en mai 2010 qu'Abou Bakr Al-Baghdadi apparaît pour la première fois à la tête de l'État islamique en Irak en organisant une soixantaine d'attaques simultanées, faisant 110 morts en un jour. Quelques mois plus tard, il prend d'assaut la cathédrale de Bagdad, faisant 46 morts parmi les fidèles, alors que les troupes américaines devaient quitter le pays en décembre 2011. La stratégie de Daech est de prendre le contrôle d'agglomérations sur le pourtour de zones choisies, afin de les encercler avant d'y pénétrer.

C'a été le cas dans le nord de l'Irak avec, dans un premier temps, le contrôle de grandes villes comme Mossoul, Haditha et Falloujah, malgré une discontinuité entre ces deux dernières villes. Il s'agissait alors de sceller l'encercllement à la mi-septembre 2014 en faisant tomber la base d'un bataillon de l'armée irakienne située au nord de Falloujah, entre les deux villages d'Al-Sijr et de Saqlawiyah qu'ils contrôlaient déjà, à une cinquantaine de kilomètres de Bagdad. Mais fin septembre, et en dépit du soutien aérien de la coalition dirigée par les États-Unis, l'armée régulière irakienne a prétendu s'être retirée pour des raisons « tactiques » de « redéploiement » des trois villes d'Al-Qaïm, Rawa et Aana, dans la province orientale d'Al-Anbar, le long de l'autoroute stratégique conduisant à la frontière syrienne.

En Syrie, la stratégie est différente. En 2011, lorsque la révolution éclate contre le régime syrien alaouite, Al-Baghdadi y développe un discours antichiite. Pour autant, et depuis 2003, les services secrets du Baas tentent de manipuler les djihadistes en favorisant un califat appliquant strictement la charia, plutôt qu'une opposition prônant la démocratie au Proche-Orient. L'implantation en janvier 2012 du Front Al-Nosra, sous l'égide d'Abou Mohamed Al-Jolani, ouvre la voie, début 2013, à l'implantation de l'État islamique au levant (EIIL) qui, délaissant la confrontation avec l'armée syrienne, se concentre sur la prise d'agglomération à la frontière avec l'Irak, afin de créer une continuité territoriale entre les deux pays. Dans l'ouest, Daech s'empare des provinces de Kirkouk, avec ses gisements pétroliers, au nord, et de Salah Ad-Dîn. En tentant de se ménager des entrées dans des pays voisins par le contrôle de postes frontières, le Daech s'empare également des localités d'Al-Qaïm, puis de Tall Afar et avance jusqu'à Erbil, où il est arrêté par une intervention aérienne de l'armée américaine.

En juin 2014, les djihadistes de Daech s'emparent d'une importante quantité d'armes et d'équipements militaires américains abandonnés dans les positions de l'armée irakienne au nord du pays, ainsi que le révèle un rapport de l'organisation britannique Conflit Armement Research (RTL, 8 septembre 2014). Lors de leur offensive et de la prise de Mossoul, les djihadistes avaient notamment mis la main sur des véhicules militaires américains (Humvee).

Dans le même temps pourtant, Daech enregistre d'importants revers militaires. Après avoir reconquis, à la mi-août 2014, le barrage de Mossoul (nord), l'armée régulière irakienne, les *peshmergas* kurdes et les miliciens chiïtes ont brisé le siège que les djihadistes de Daech avaient imposé à la ville turcomane chiïte d'Amerli. Ses habitants ont résisté, dans le sang, pendant onze semaines, avant de recevoir des vivres et de l'eau acheminés par l'ONU. Les opposants à Daech ont également repris la petite cité de Souleymane Bek (à 175 km au nord de Bagdad), ainsi que le village voisin de Yankaja. Daech a également dû lever son contrôle sur l'autoroute stratégique qui relie le nord du pays à Bagdad.

Le 8 septembre 2014, les combattants de l'État islamique ont tenté de prendre d'assaut la ville de Dhoulouiya, située sur les rives du Tigre, au nord de Bagdad. La technique employée était celle de l'attaque à la mitrailleuse, par bateaux, et de l'explosion de deux véhicules bourrés d'explosifs, conduits par des kamikazes près d'un marché de la ville, faisant de nombreux morts. Dhoulouiya qui était le dernier verrou de la ceinture sunnite au nord de Bagdad, déjà prise par Daech allié à des milices locales hostiles au pouvoir central chiïte, a pu repousser l'attaque djihadiste.

En Syrie, Daech annonce ses ambitions sur les gouvernorats d'Hassaké, Deir Ez-Zor, Racca, Homs, Alep, Idleb, Hama, Damas et Lattaquié. En réalité, début juillet 2014, l'organisation contrôlait les zones rurales orientales du gouvernorat d'Alep, les gouvernorats de Racca (faisant de cette ville sa capitale) et de Deir Ez-Zor, ainsi qu'une partie de celui d'Hassaké, soit la majeure partie du nord-ouest du pays.

Trois événements majeurs ont marqué la progression de Daech en Syrie au cours de l'été 2014.

- Le commandant du Front Al-Nosra à Abou Kamal, Youssouf Al-Masri, fait défection et se rallie avec ses combattants à l'État islamique (25 juin).
- Dans la région d'Ez-Zor des tribus locales, suivies de rebelles islamiques, se rallient à Daech après la débâcle d'Al-Nosra et la prise de la ville de Mayadeen par les combattants de l'État islamique (3 juillet).
- Après que la moitié de la ville de Deir Ez-Zor est passée sous le contrôle de l'État islamique et que les groupes combattants d'opposition s'en sont retirés ou ont fait allégeance, Daech prend le contrôle de 95 à 98 % de la région (14 juillet, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme).

Une nouvelle opération de conquête territoriale a permis à Daech de prendre le contrôle d'une large portion de la frontière syro-turque sans discontinuité, au cours d'une très rapide offensive, autour du 21 septembre 2014, contre la ville frontalière d'Ain Al-Arab (Kobané), troisième agglomération kurde de Syrie, ainsi que contre une soixantaine de villages kurdes. L'attaque des djihadistes contre les combattants kurdes de la région a été menée avec des armes lourdes et des chars. Selon des témoignages (recueillis par l'Observatoire syrien des droits de l'homme), la grande majorité des 39 djihadistes tués au cours de ces combats ne sont pas des Syriens, mais des Tchétchènes et des ressortissants du Golfe. La région comptait quelque 450 000 habitants kurdes, 130 000 d'entre eux ont fui, dont environ 70 000 ont trouvé refuge en Turquie, selon le Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR). Début octobre, les combats se poursuivaient pour faire tomber Kobané, toujours tenu par les Kurdes. Il n'en demeure pas moins qu'à ce jour, le gouvernement central syrien, avec son armée, est toujours en place et que les oppositions politiques demeurent actives. De plus, il n'est pas certain que la stratégie de « consolidation », c'est-à-dire d'ancrage durable dans les espaces que Daech occupe, sera efficace et donc durable à terme. Sur une carte géographique, les territoires occupés ressemblent plutôt à une dentelle.

Il manque en effet à l'État islamique des réseaux d'assistance, de solidarité, de redistribution auprès des populations locales, tels que promis par la charia.

Des minorités persécutées

Les chrétiens d'Irak

À la proclamation du califat Daech, le 29 juin 2014, les 35 000 chrétiens de Mossoul ont vu leurs maisons marquées de la lettre arabe *noun* (n) pour « nazaréen », indiquant ainsi leur religion, une pratique qui rappelle l'Étoile de David imposée aux Juifs par les nazis. Dès le 19 juillet, les djihadistes ont sillonné les quartiers pour sommer ces chrétiens de choisir : se convertir, payer un impôt spécifique, ou être « passé par le glaive ». La quasi totalité des chrétiens de Mossoul ont choisi l'exil vers le Kurdistan, non sans s'être fait lourdement racketter aux check-points de sortie, au nord de la ville, mettant ainsi fin à seize siècles de présence. Un prêtre basé à Bartella (à 10-15 km à l'est de Mossoul) a témoigné : « Daech a pris leur argent, leurs voitures et tous leurs effets personnels, avant de leur demander de quitter la ville sur le champ. » Il explique que « beaucoup de familles se sont aussi réfugiées à Qaraqosh, Alqosh, Karemlesh ou Tall Kayf. » (*Le Figaro*). Dans le même temps, en Syrie, les chrétiens de Racca ont subi un sort semblable, mais sans espoir de fuite. Ils sont devenus des *dhimmi*. Devant le Conseil de sécurité (22 juin 2014), le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon a qualifié cette épuration religieuse de « crime contre l'humanité ».

Une communauté historique, apostolique et autochtone

Les chrétiens d'Irak qui étaient, en 2014, environ 860 000 (636 000 en 2005) toutes confessions confondues, soit 2 % de la population, sont d'une grande diversité. Ils se répartissent en une douzaine de cultes, résultats de l'histoire religieuse et migratoire de la région. Ils ont trois caractéristiques, souligne Gérard-François Dumont, professeur à la Sorbonne.

- La première est qu'ils sont les héritiers d'une implantation religieuse très ancienne, antérieure à la naissance de l'islam au VII^e siècle. En tant que descendants des Assyro-Chaldéens qui habitaient la région, ils peuvent revendiquer une filiation directe avec la terre de Mésopotamie.
- La deuxième est que ces communautés chrétiennes sont autochtones, puisque la quasi-intégralité de leurs membres sont nés en Irak.
- La troisième, enfin, est que l'église la plus nombreuse, l'église chaldéenne catholique de rite oriental, est apostolique, car elle a été évangélisée dès le I^{er} siècle par saint Thomas. Néanmoins, les chrétiens de l'Irak contemporain ne peuvent plus revendiquer cet héritage en raison des multiples séparations intervenues au fil de l'histoire. (*Le Monde*, 6 août 2014)

Pas moins de douze églises chrétiennes sont nées d'une histoire marquée de séparations durant les siècles. Citons quelques-unes d'entre elles (ces chiffres remontent à l'an 2000) :

- l'Église assyrienne d'Orient, héritière de la branche nestorienne (431), descendants des Assyriens chaldéens (150 000 fidèles) ;
- l'Église syriaque-orthodoxe, autonome dénommée jacobite, séparée au concile de Chalcédoine (451) pour monophysisme (40 000 fidèles) ;
- elle engendre au XVII^e siècle une Église syriaque-catholique, unie à Rome (47 000 fidèles) ;
- l'Église copte, composée de chrétiens venus d'Égypte ;
- l'Église arménienne apostolique orthodoxe, séparée du concile de Chalcédoine, accueillant des survivants du génocide arménien de 1915 (4 000 fidèles) ;

.../...

- l'Église arménienne catholique, née en 1740 (5 000 fidèles) ;
- l'Église grecque orthodoxe de rite byzantin, issue au V^e siècle de la branche orthodoxe de la chrétienté (3 000 fidèles) ;
- elle donne naissance, en 1709, à une Église grecque-catholique ou melkite (3 000 fidèles) ;
- l'Église chaldéenne, fondée en 1552, de rite oriental, unie à Rome, constituant aujourd'hui les deux tiers des chrétiens d'Irak (600 000 fidèles) ;
- se créent également une petite Église catholique de rite latin (6 000 fidèles), ainsi qu'une Église anglicane, produit de la colonisation britannique (1 000 fidèles) ;
- l'Église maronite, issue du Liban (1 000 fidèles).

Ces chrétiens d'Orient qui ne représentent plus que 5 % de la population globale, forment une mosaïque fragile. Pour la première fois depuis quinze siècles, l'antique Ninive ne compte plus de chrétiens. La douzaine de villes et villages chrétiens de la plaine de Ninive – dont Qaraqosh ou Alqosh ont subi le même sort en août 2014. Dans l'ensemble de l'Irak, le nombre de chrétiens est passé de 1,5 million en 2003 à moins d'un demi-million aujourd'hui. Sous le régime dictatorial du parti Baas irakien de Saddam Hussein, les chrétiens du pays, sous fort contrôle policier, adhéraient au nationalisme arabe, le plaçant au-dessus des valeurs religieuses. Ils évitaient de jouer un rôle politique de premier plan, mais se réservaient des rôles de médiation et de modération dans le compromis.

Chrétiens de Syrie

Les Églises dites nationales syriennes qui ont hérité d'une organisation en patriarchats antérieure aux découpages des pays modernes, ont toutes vu leurs effectifs s'accroître – pour certaines considérablement – entre 1956 et 2000. L'Église syriaque orthodoxe (*Syriani*, en arabe) est considérée comme l'Église mère de toutes les Églises du Levant (Irak, Syrie, Liban, Jordanie). Elle a été fondée en 37 après J.-C. à Antioche par Paul de Tarse. Elle a été rejointe par les Ghassanides, une tribu arabe qui a formé un royaume chrétien arabe englobant le sud de la Syrie jusqu'à la Mecque. En 2000, elle comptait 166 029 fidèles (en 1956, ils étaient 55 343). En 451, le concile de Chalcédoine a divisé l'Église syriaque en deux branches :

- l'Église orientale orthodoxe (Rum),
- l'Église syriaque syrienne orthodoxe.

En 2000, on compte au total 1 526 997 fidèles des Églises en Syrie, dont :

- l'Église orthodoxe d'Antioche – Grecs orthodoxes – (544 250 fidèles) ;
- l'Église apostolique arménienne (342 123 fidèles) ;
- l'Église grecque-catholique melkite (180 372 fidèles) ;
- l'Église catholique syriaque (62 148 fidèles) ;
- l'Église arménienne catholique (61 911 fidèles) ;
- l'Église maronite (57 873 fidèles) ;
- les protestants (37 605 fidèles) ;
- les nestoriens (35 280 fidèles) ;
- l'Église latine (21 237 fidèles) ;
- l'Église catholique chaldéenne (17 169 fidèles).

Le sort incertain des chrétiens

Nombreux ont été les chrétiens irakiens de Mossoul à s'enfuir, en juin 2014, vers la plaine de Ninive (Tall Kayf, Alqosh, Zahko ou Qaraqosh), avant de prendre le chemin de l'exil

vers Erbil, la capitale de la région autonome du Kurdistan irakien. Les quelques milliers qui étaient demeurés à Mossoul ont fui après la proclamation du califat, plutôt que de se convertir ou payer un impôt spécial. La proposition de la France, le 28 juillet 2014, de « favoriser [leur] accueil au titre de l'asile » a entraîné un afflux au consulat de France à Erbil. Mais les chrétiens d'Irak sont divisés. D'un côté, un prêtre rappelle que « l'histoire recommence tous les cent ans : en 1914, les Arméniens, les chrétiens syriaques, les Assyriens et les Chaldéens ont subi des persécutions de la part des Turcs ; en 1915, ils se sont fait massacrer ; aujourd'hui, les djihadistes ont pillé nos maisons, nous ont chassés. Ne reste plus que le massacre. Il faut partir avant ». Lui répond le patriarche des chrétiens chaldéens, Louis Sako, qui estime que « la solution pour notre pays ne réside pas dans l'exil d'une partie de ses enfants, quelle que soit leur confession, mais dans une solution politique qui nous permette de rester dans ce pays, que nous aimons ». Cette présence chrétienne persistante est aussi encouragée par l'archevêque syriaque catholique de Mossoul, Petros Mosche, en fuite à Qaraqosh, qui lance : « Si des gens nous veulent du bien, qu'ils fassent leur possible pour nous assurer la sécurité, la nourriture et toutes les aides nécessaires pour donner l'espérance à ces réfugiés ». C'est dans ce contexte incertain que s'est déroulée une mission française, conduite du 28 juillet au 1^{er} août par le cardinal Barbarin, archevêque de Lyon. Le directeur français de l'Œuvre d'Orient, Pascal Gollnisch, avait exprimé l'inquiétude que des annonces d'accueil en France « donnent le signal du départ, et surtout donne l'impression que les chrétiens n'ont plus leur place en Irak ». Il suggère : « Peut-être faudrait-il mettre en place un système moins définitif que l'asile, permettant de rester deux ans en France. » Il n'en demeure pas moins qu'à l'issue de la visite du président François Hollande, accompagné par Massoud Barzani, le président du Kurdistan autonome irakien, à l'évêché de l'Église chaldéenne d'Aïnkawa (nord de l'Irak), le consulat français à Erbil a enregistré près de 10 000 demandes d'asile, en trois mois.

Des soutiens

En France, au nom des Juifs du pays, le grand rabbin Haïm Korsia a demandé une prompt réaction de la France et de la communauté internationale face aux persécutions des minorités d'Orient. Dans une allocution prononcée à la grande synagogue de la Victoire de Paris à l'occasion d'une cérémonie en mémoire des Martyrs de la déportation (21 septembre 2014), le grand rabbin de France s'est interrogé : « Qui se lèvera pour les minorités persécutées d'Orient ? ». Et a énuméré « les chrétiens affublés du "noun" de l'infamie, comme nos parents l'étaient de l'étoile jaune, les centaines de yézidis enterrés vivants, les femmes vendues comme esclaves ». Haïm Korsia a « formé le vœu d'une réaction plus prompte des nations, de l'Europe, de la France, de notre monde attaqué en ses racines, que celle qui prévaut lors de la Shoah », exprimant l'espoir « que nous n'arrivions pas trop tard ! ». Pour sa part, le Conseil français du culte musulman (CFCM) a tenu le 9 septembre à apporter un ferme soutien aux chrétiens d'Orient menacés, en dénonçant « la barbarie » de Daech et un « crime contre l'humanité ». Le directeur du Service national pour les relations avec l'islam, instance officielle des évêques de France pour le dialogue avec les musulmans, le père Christophe Roucou, a souligné à cette occasion : « De fait, ils ont été parmi les premiers en Occident à marquer leur distance avec les djihadistes de l'État islamique. »

D'autres minorités persécutées

Sur un territoire contrôlé par Daech, en Irak et en Syrie, bien plus vaste que la plupart des pays de la région, cette épuration ethnique et religieuse concerne non seulement les minorités chrétiennes, mais également les yézidis, et les chiïtes ; les alevites étant purement et simplement exécutés et leurs lieux saints rasés.

.../...

Les yézidis en voie d'extermination

Communauté kurdophone d'Irak, composée de 100 000 à 600 000 personnes selon les estimations, les yézidis font partie des populations les plus anciennes de Mésopotamie, où leur croyance est née il y a plus de quatre mille ans. Ils sont tout particulièrement persécutés par les djihadistes de Daech depuis le 3 août 2014, date de la prise de leur bastion de Sinjar, au nord-ouest de Mossoul, qui a fait fuir 35 000 d'entre eux vers les montagnes environnantes du massif de Sheikhan, sans eau ni nourriture, par des chaleurs pouvant atteindre 50° C. D'abord à Hamadan, puis à Kojo (15 août), les djihadistes « ont tué les femmes et les enfants, ils ont pris et vendu les jeunes filles », témoignent des survivants (voir le reportage de Sébastien de Courtois, *Le Monde*, 24 août 2014). Cette secte musulmane croit en un ange déchu, Malak Tawous, appelé l'Ange-Paon, dont l'histoire ressemblerait, selon les djihadistes, à celle d'Iblis, le démon du Coran, ce qui justifierait aux yeux de Daech leur extermination ou leur conversion.

En réalité, leur religion syncrétique intègre des éléments de la tradition zoroastrienne. Pour eux, l'Ange-Paon, loin de personnifier le diable, est resté une émanation bienveillante de la divinité unique, Xwede. Celle-ci, lorsqu'elle a créé le monde, a été assistée par sept anges, dont le plus important est Malek Taous, représenté par un paon, symbole de la diversité, de la beauté et du pouvoir. Pour les yézidis, le mal comme le bien dépendent du choix de l'être humain, maître de sa voie. Religion de tradition orale, les textes sacrés yézidis ne sont apparus qu'à la fin du XIX^e siècle. De ce fait, cette religion n'a pas le statut de « peuple du Livre » accordé par l'islam aux juifs et aux chrétiens.

Dans l'histoire contemporaine irakienne, les yézidis, tout comme les autres tribus kurdes, ont été victimes de la politique d'arabisation forcée menée par le régime de Saddam Hussein. Après la chute du régime baasiste en 2003, la nouvelle Constitution irakienne et le gouvernement autonome du Kurdistan leur ont accordé la liberté de culte, retirée par Daech. Les raisons de Daech de les éliminer du califat seraient multiples. Pour Jean-Pierre Filu, professeur des universités à Sciences Po, « le problème yézidi n'est pas un problème religieux, c'est une question de domination totalitaire. Une fois que l'EI en aura fini avec les yézidis, il s'en prendra à une autre minorité » (Souriahhouria.com, 22 août 2014). Frédéric Pichon, chercheur à l'université François-Rabelais de Tours, rappelle pour sa part que Daech applique à la lettre la doctrine conquérante de l'islam primitif : « L'EI est dans une logique de régénération de l'islam, dans une volonté de purification de la religion » (*L'Orient-Le Jour*, 15 juin 2014). Plusieurs milliers de survivants yézidis ont trouvé refuge dans un camp construit par les Nations unies à Khanke, entre la rive orientale du lac de Mossoul et Duhok, initialement prévu pour accueillir des réfugiés syriens, autre front du combat humanitaire au Kurdistan.

L'épuration ethnique des Kurdes syriens

Par ailleurs, près de 3 000 Kurdes syriens, dont une majorité de femmes et d'enfants ont tenté le 19 septembre 2014 d'échapper aux djihadistes qui ont encerclé la ville d'Ain Al-Arab (Kobané, en kurde). Ces réfugiés n'ont pu accéder au village turc de Dikmatas, de l'autre côté de la frontière, les forces de sécurité turques leur ayant, dans un premier temps, interdit le passage. À la suite d'une deuxième attaque contre Kobané et une soixantaine de villages répartis sur 900 km de frontière, 130 000 Kurdes ont pu passer en Turquie quelques semaines plus tard, a annoncé le vice-Premier ministre, Numan Kurtulmus.

Les Kurdes, qui forment l'un des plus grands peuples apatrides au monde, sont éclatés entre quatre territoires principaux : l'est de la Turquie, le nord-ouest de l'Iran, le nord de l'Irak et l'est de la Syrie. Une importante diaspora est présente dans les pays anciennement soviétiques, en Europe, aux États-Unis et en Australie. Il n'existe pas de Kurdistan indépendant aux frontières reconnues par la communauté internationale, mais un gouvernement régional autonome du Kurdistan en Irak.

En l'absence de statistiques fiables, le nombre total des Kurdes est évalué entre 20 et 40 millions. Ils seraient 15 millions en Turquie (représentant 20 % de la population du pays) ; 6 à 7 millions en Iran (8 à 10 %) ; 2 millions en Syrie (9 %) ; et 5 millions en Irak (22 %). Kendal Nezan, directeur de l'Institut kurde de Paris précise que « chez les Kurdes, le ciment de l'identité n'est pas la religion, mais la langue et la culture » (cité par lemonde.fr). La grande majorité des Kurdes est musulmane sunnite (80 %), « bien que ce sunnisme diffère quelque peu de celui des Arabes et des Turcs », précise Nizan (*Libération*, 26 septembre 2014). Le reste des musulmans se partage entre chiïtes et alévis. Les Kurdes chrétiens (environ 150 000 au Kurdistan irakien) se divisent entre catholiques, assyriens, chaldéens et syriaques, auxquels il faut ajouter des yézidis (500 000 au Kurdistan et 150 000 en Syrie) et des Shabaks (60 000 au nord de l'Irak).

Il existait dans la région une communauté juive de Kurdes qui ont rejoint Israël dans les années 1949-1950.

Les Kurdes parlent deux dialectes principaux : le kurmandji et le sorani. Historiquement, ils se considèrent comme les descendants des Mèdes (peuple voisin des Perses) de l'Antiquité. Le traité de Sèvres, signé en 1920, leur promettait un « territoire autonome » dans le sud-est de l'Anatolie – projet annulé, trois ans plus tard, par le traité de Lausanne. En 1927, la République d'Ararat est proclamée dans la province turque d'Agir, que l'armée turque dissout en 1931. De 1925 à 2003, les Kurdes d'Irak ont été en conflit permanent avec Bagdad, alors que des mouvements indépendantistes naissaient dans trois pays de la région : le Parti démocratique du Kurdistan, en 1946, en Irak ; le Parti démocratique du Kurdistan en 1945, en Iran, avec une éphémère République de Mah b d ; et le PKK en Turquie, qui tente, dans les années 1980, de faire émerger un grand Kurdistan unifié.

En Syrie, le Parti de l'union démocratique (PYD, proche du PKK turc) avec sa branche armée des Unités de protection populaires (YPG), fortes de 50 000 combattants, est armé par les pays occidentaux. En Irak, la coalition occidentale soutient par ses frappes aériennes et arme de même les 190 000 combattants des Gardes régionaux kurdes d'Irak, les *peshmergas* du Gouvernement régional du Kurdistan, présidé par Massoud Barzani.

Un second parti, l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), situé à Souleimanyeh, a été fondé par Jalal Talabani. Après leur offensive contre les Kurdes d'Irak avec la prise de Mossoul, les djihadistes de Daech ont attaqué les Kurdes de Syrie et les Unités de protection populaires en lançant contre Kobané des blindés, et en envoyant des lance-roquettes et des pièces d'artillerie lourdes. Avec ces transferts massifs de populations minoritaires, Daech tente de redessiner les contours démographiques et religieux de la région.

F. ÉTAT-NATION EMBRYONNAIRE OU COQUILLE VIDE ?

Daech a introduit une nouvelle forme de terrorisme djihadiste, au sens où il ne se contente pas de parasiter un État, comme l'avait fait Al-Qaïda avec les Talibans : c'est un groupe qui prétend s'ériger en État (califat) et, dans un premier temps, contrôler un territoire, à cheval sur la Syrie et de l'Irak.

En défonçant au bulldozer, à la mi-septembre 2014, un mur de sable marquant la frontière entre ces deux pays, le nouveau califat Daech a marqué symboliquement sa volonté d'effacer une frontière vieille d'un siècle, le tracé dit de Sykes-Picot qui, en mai 1916, en pleine guerre mondiale, avait permis à la Grande-Bretagne et à la France de se partager les provinces ottomanes en déroute (*vilayets* de Mossoul, Bagdad, Kirkouk, Bassora, etc.), c'est-à-dire le dernier califat ottoman. De plus, pour Daech, le partage Sykes-Picot « illustre le caractère impérialiste de la division du Moyen-Orient et la trahison des promesses occidentales de l'instauration d'un royaume arabe indépendant quand, en 1920, la Société des Nations partagea la région en mini-États sous mandats », relève Pierre-Jean Luizard, directeur de recherche au CNRS (Mediapart, 21 septembre 2014).

En tentant de mettre fin au partage de Sykes-Picot, les djihadistes veulent modifier le tracé des frontières actuelles de la région pour créer un territoire islamique qui engloberait, dans un premier temps, la partie sunnite de l'Irak, la Syrie, la Jordanie et une partie du Liban.

Néanmoins, le califat Daech, « héritier » d'un émirat qui a existé de 2006 à 2014, ne peut être considéré comme un État au sens moderne du terme, pas plus que comme un État théocratique islamique.

Dans un premier temps, sa prétention est d'être, selon son porte-parole, « le rêve de tout musulman [...] et le souhait de tout djihadiste », et qu'à compter du 29 juin 2014, date de « l'annonce du califat, il est désormais [du devoir des musulmans] de prêter allégeance au calife Ibrahim ». Menaçant à l'encontre des autres groupes djihadistes et islamistes, Daech lance une profession de foi totalitaire : « Vous n'avez aucune excuse religieuse pour ne pas soutenir cet État. Sachez qu'avec l'établissement du califat, vos groupes ont perdu leur légitimité. Personne ne peut refuser de prêter allégeance au califat. »

Il répond en réalité à une vision du salafisme devenu djihadiste, selon la formule du journaliste Antoine Sfeir (JCall, septembre 2014). Il engage, fidèle à l'école hanbalite (*aqida*), fondée par Ahmad Ibn Hanbal, théologien du IX^e siècle, à vivre comme le faisait le Prophète au VII^e siècle, par exemple en pratiquant la décapitation des prisonniers. La différence est que son but aujourd'hui n'est pas d'établir un pouvoir politique sur des territoires conquis, mais de propager une islamisation universelle. Dans ce sens, Daech s'éloigne de l'islamisation politique recherchée par les Frères musulmans.

1. Ébauche de structuration étatique

Le premier cercle mis en place autour du calife comprend :

- un service de renseignement de type nord-coréen, piloté tant en territoire irakien que syrien par Abou Mouslim Al-Turkmani. Ancien officier du service de sécurité extérieure de Saddam Hussein, l'homme s'appelle en réalité Fadel Ahmad Abdallah Al-Hiyali. Détenu par les Américains au milieu des années 2000 à Boukha (sud de l'Irak), c'est en prison qu'il se convertit au djihadisme ;
- un conseil militaire, dirigé par Abou Ahmad Al-Alwani ;
- un gouverneur en Syrie, Abou Ayman Al-Iraqi, de retour en Irak après avoir installé Daech au nord d'Alep et à Raqqa, où il a été blessé à la jambe ;
- Hajji Baker, tué en Syrie par des dissidents salafistes ;
- Abou Rahman Al-Bilawi (de son véritable nom Adnan Smaïn Najem), tué lui aussi et qui a planifié, le 9 juin 2014, la fulgurante conquête de Mossoul, préparée par une mission d'infiltration, au cours de laquelle il s'est fait passer pour un riche homme d'affaires installé en

Arabie saoudite et revenu épouser une Mossouliote. Ancien officier baasiste, il constitue un réseau d'anciens baasistes irakiens, avant de faire sauter sa ceinture d'explosifs lors d'un contrôle de police.

L'organisation interne de Daech est structurée par un « gouvernement » de sept responsables autour du calife. Ils sont en charge des secteurs de l'encadrement, des prisonniers, de la sécurité, des finances, de la coordination entre les provinces, de l'accueil des combattants étrangers et des opérations militaires. Un ancien général de Saddam Hussein est en charge des opérations en Syrie. Fadel Ahmad Abdallah Al-Hiyali gère les provinces irakiennes, avec six gouverneurs de province. Un conseil de guerre est composé de trois responsables en charge, des magasins (véhicules et armements), des martyrs et des femmes, et des « attentats improvisés par engin explosif ».

Daech tente de mettre en place plusieurs impôts dans les grandes villes qu'il contrôle : lorsque Mossoul était sous sa férule, « il a prélevé des taxes sur une série d'activités commerciales, comme les entreprises de télécommunications qui ont des antennes-relais dans les zones contrôlées », explique Ariel Ahram, spécialiste de la région (*Washington Post*, 7 octobre 2014). Dans Raqqa, proclamée par la suite « capitale » syrienne de Daech, la banque locale fonctionne comme une autorité fiscale, précise le *New York Times*. Ses employés collectent auprès des entreprises locales 20 dollars tous les deux mois en échange de l'électricité, de l'eau et de leur sécurité. « Les djihadistes ont mis en place un système de collecte (racket) à très grande échelle sur les populations sunnites, qu'ils prélèvent sous couvert d'un impôt », note la politologue spécialiste de l'Irak, Myriam Benraad.

Pour les populations non musulmanes, la *dhimma* s'élève à 250 dollars par mois et par personne.

Ce pseudo-État dit posséder une police – la *hisbah*, la police des mœurs des premiers temps de l'islam du VII^e siècle – qu'il présente dans un documentaire de propagande. Elle est chargée de l'application des règles de la charia, par exemple en cas de consommation d'alcool ou de tabac. Ces censeurs se distinguent par un « uniforme » constitué d'un long *kamis* blanc et parfois d'un gilet noir.

Daech a promulgué une loi fondamentale reprenant la charia. « Cette loi islamique traite d'absolument tout, des crimes aux petits désagréments de la vie quotidienne, en passant par l'économie ou même l'apparence », a constaté sur place le journaliste palestinien Medyan Dairieh (de l'agence Vice News, chargée de la propagande de Daech).

L'État islamique a élaboré un « code de bonne conduite » inspiré de la charia, qui fait office tout à la fois de Constitution, et de code pénal du califat. Le texte, distribué dans les rues de Mossoul, comporte 16 commandements. Les articles consacrés aux femmes les obligent à se dissimuler intégralement, visage compris, sous un *niqab*. Elles ne peuvent se déplacer que si « nécessaire », et seulement en présence d'un homme de la famille. Ceux qui sont surpris à consommer de l'alcool, du tabac ou des drogues sont passibles « d'exécution, de crucifixion, d'amputation des bras ou des jambes, ou d'exil » (art. 8). Tout agriculteur doit partager ses récoltes. À la manière des régimes dictatoriaux, ces textes sont affichés sur des panneaux dans les rues, comme à Raqqa.

Les djihadistes affirment dans leur propagande qu'ils ont installé des tribunaux islamiques dans toutes les localités contrôlées, dans lesquels les sujets du califat peuvent venir déposer plaintes (ils ont été filmés dans un documentaire de Vice News). Les sentences sont prononcées par un réseau de juges que Daech présente comme des experts de l'islam : « Si ces hommes sont souvent des érudits, ils sont dans leur grande majorité des combattants de la première heure, des compagnons d'Abou Bakr Al-Baghdadi, dès 2006 », estime Myriam Benraad. Elle ajoute que la jurisprudence est loin d'être cohérente sur les territoires de Daech car « la plupart du temps, les sentences sont décidées par les combattants sur le terrain, sans aucun passage devant une cour. Il ne faut pas penser que l'État islamique dispose d'un véritable système judiciaire, clair et fonctionnel [...]. Tout ceci s'inscrit surtout dans la propagande » (*Le Figaro*, 7 août 2014).

Ayant bien aujourd'hui une assise territoriale provisoire entre l'Irak et la Syrie, Daech n'a pas de frontières, de capitale stable (Racca, après Mossoul) ou d'institutions. Néanmoins, ce califat tente, là où il s'implante, d'introduire un semblant de structures étatiques. Ainsi, la ville de Racca colonisée, loin d'offrir le spectacle de la déshérence, paraît proposer des garanties de sécurité, tout en étant soumise à la barbarie, témoigne un journaliste du *New York Times* qui y a passé une semaine dans la clandestinité.

« Ce que je vois à Racca prouve qu'ils ont une vision précise de la manière de construire un État islamique », souligne par ailleurs un enseignant à la retraite. Les administrations continuent de fonctionner de manière hybride, entre la mystique médiévale des salafistes et des institutions modernes. Ainsi la mairie est-elle le siège de la « commission des services islamiques », alors qu'une église chrétienne confisquée est reconvertie en centre de propagande qui diffuse le magazine officiel de Daech, *Dabiq*, dont des versions en anglais et en français sont destinées à l'étranger. Le premier numéro, daté du 16 juillet et dont la maquette n'a rien à envier aux magazines occidentaux, consacre son dossier au « Retour du califat », la publicité commerciale étant remplacée par des photos d'exécutions.

Ce pseudo « État islamique » n'est reconnu par aucun État membre de l'ONU.

2. Une idéologie rétrograde et violente

C'est l'islamisme radical – le salafisme – qui est la doctrine religieuse et politique de Daech. « Leur idéologie extrême constitue une menace à moyen et long terme » sur la région, met en garde le président Obama (CNS, 27 septembre 2014). Il exprime ainsi la crainte que Daech déstabilise non seulement l'Irak, mais « déborde sur des pays alliés comme la Jordanie ».

En annonçant l'établissement d'un « califat islamique », son porte-parole, cheikh Adnani Ashami, en fixe les prétentions : « Vous gouvernez la Terre, l'Orient et l'Occident se soumettront à vous. Ceci est la promesse d'Allah... » Il lance le mot d'ordre : « Ne faiblissez donc pas, et n'appellez pas à la paix alors que vous êtes les plus forts. » Il met en garde contre ceux qui affirmeront que « ceci n'est que temporaire et passager », en ajoutant : « Les nations de la mécréance ne laisseront pas cela durer, bientôt tout cela sera détruit... », il faut donc résister car « l'Amérique, la Grande-Bretagne et la France nous reconnaîtront comme un État ».

La rhétorique de ce texte constitutif du califat est celle de la « reconnaissance par la terreur ». La tactique est de dire que l'ennemi n'est pas prioritairement l'Occident, mais les musulmans de ces pays qui ne veulent pas revenir aux sources de leur religion, et reconnaître le califat.

Le credo de l'EI est ainsi résumé par son porte-parole, Abou Mohammad Al-Adnani, selon qui tous les musulmans du monde ont « le devoir » de prêter allégeance au nouveau calife Ibrahim. Il est demandé à tous les musulmans de « rejeter la démocratie, la laïcité, le nationalisme et les autres ordures de l'Occident. Revenez à votre religion ».

3. Ennemi d'Israël et des Juifs ?

Interrogé sur le fait de ne pas soutenir la cause palestinienne et de ne pas déclarer le djihad contre l'État d'Israël, Daech répond dans un communiqué posté sur son compte Twitter (11 juillet 2014) : « Dans le saint Coran, Allah ne nous a pas ordonné de combattre Israël ou les Juifs ». Néanmoins, il précise : « Allah, dans le Coran, ne nous a demandé de combattre les Juifs qu'une fois que nous nous serions débarrassés des renégats et des hypocrites. »

En réponse à la critique qui lui est faite de mener des combats contre des musulmans syriens et irakiens, au lieu de se tourner contre les Israéliens, Daech répond, en s'appuyant sur des versets du Coran : « Quand Allah parle de l'ennemi le plus proche, Il parle des hypocrites parce qu'ils sont plus dangereux que les non-croyants, et la preuve est que Abi Bakr Assidik a combattu les renégats en premier lieu, au lieu de libérer Al Qöds [Jérusalem]. »

L'islamisme sous diverses formes

Chronologiquement dernier apparu après le judaïsme et le christianisme, l'islam est aujourd'hui la religion monothéiste la plus importante au monde en nombre.

Il faut, au XXI^e siècle, distinguer entre islam, islamisme et islamisme radical ou djihadisme, souligne l'historienne Anne-Clémentine Larroque, maître de conférence à Sciences Po. Dans l'islam, les sunnites sont majoritaires, les chiïtes constituant un schisme historique minoritaire. L'islamisme a désigné dans l'Occident du XIX^e siècle un « réveil de l'islam » au moment de l'avènement de la modernité, comme une idéologie politico-sociale ayant un ressort religieux, parmi les grandes idéologies du XX^e siècle : socialisme, libéralisme, marxisme... Il a été théorisé par Muhammad Abbou ou Jamal Ajghani. Cette idéologie prône la restauration de l'islam dans les sociétés musulmanes en utilisant les techniques du monde moderne.

Trois familles d'islamisme sont apparues :

- L'islamisme missionnaire, que l'on pourrait comparer aux ordres mendiants de la chrétienté, dont la vocation est uniquement prosélyte. Une partie des salafistes sont des prédicateurs non-violents.
- Puis l'islamisme politique, qui organise la vie de la cité selon les règles de la religion (charia). Ainsi, les Frères musulmans sont des islamistes réformistes qui utilisent l'ensemble des formes islamistes, avec une dominante politique, momentanément alliés, dans les années 1960-1980 à l'Arabie saoudite en un « wahhabo-salafisme ». On citera également le Hamas, organisé en parti politique prétendant au gouvernorat d'un territoire et une branche armée conquérante.
- Enfin, l'islamisme radical ou djihadiste transnational, branche violente du salafisme qui a donné naissance à Al-Qaïda ou à Daech. Cet islamisme radical, longtemps combattu par les régimes autoritaires arabes (Égypte, Irak, Syrie, Tunisie...) s'est en réalité renforcé dans la clandestinité, en s'intégrant aux mouvements de protestation, puis en récupérant les « Printemps arabes ».

La Turquie d'Erdogan offre un cas particulier d'un pays laïc qui, depuis 2012, voit naître un « post-islamisme ». Si le concept de *djihad* existe bien dans le Coran (petit et grand *djihad*), l'idéologie du djihadisme qui le place comme moteur d'action et finalité religieuse est un mouvement contemporain qui puise ses racines chez deux idéologues du XX^e siècle : Sayyid Qotb (1906-1966), théoricien des Frères musulmans, qui prône dans les années 1960 le retour à un islam politique dans lequel le *djihad* prend une place centrale et qui s'oppose à Nasser, qualifié de « mécréant » ; et Maulana Maudoudi (1903-1979), théologien fondamentaliste pakistanais prônant un retour au *djihad* global, qui a influencé les Talibans.

Le djihadisme s'est manifesté en quatre vagues successives dans le monde :

- dans les années 1970-1980 dans la guerre d'Afghanistan contre les Soviétiques ;
- dans les années 1990, contre les régimes militaires algérien et égyptien, ainsi qu'en Bosnie ;
- depuis la fin des années 1990, lorsque le mouvement terroriste Al-Qaïda s'attaque à l'Occident ;
- dans la vague des années 2000, qui voit apparaître le djihadisme dans le Sahel, avec en particulier le mouvement Boko Haram en Somalie, les Chabbabs en Irak, et l'EEIL, ou Al-Nosra en Syrie.

Il ajoute sur son compte : « La réponse, on la trouve aussi chez Salah Eddine Al Ayoubi et Nouredine Zinki, qui ont combattu les *Chiaa* (chiïtes) en Égypte et en Syrie avant leur combat à Al Qöds contre les chrétiens et les catholiques. »

L'État islamique entendrait ainsi laisser dans un deuxième temps l'annexion de la population juive d'Israël dans un grand califat régional, avec le statut de *dhimmi*, tel qu'il avait été pratiqué à leur rencontre dans les pays arabes.

G. DES RESSOURCES FINANCIÈRES TRÈS IMPORTANTES ?

Si à ses débuts, en 2013, l'EIL bénéficiait d'un financement de l'Arabie saoudite et de certains pays du Golfe pour soutenir son intervention en Syrie, tout comme près de 2 000 autres groupes sunnites, cette source s'est tarie en janvier 2014, à la création du califat. Celui-ci supprime et écarte les opposants au régime (Front islamique, Al-Nosra et Armée syrienne libre), toujours financés par les pays du Golfe.

« Les Koweïtiens ont toujours beaucoup financé les salafistes », précise l'économiste Samir Seifan, chercheur au Cercle des études syriennes de l'université St Andrews (Atlas.info.fr, 15 septembre 2014). Reste pour Daech des donations de riches particuliers du Golfe, et le produit des collectes caritatives dont il détourne les fonds.

1. Exploitations pétrolières sauvages et contrebande

Mais l'essentiel de ses ressources financières vient des trafics d'armes et des ventes clandestines du pétrole des puits contrôlés en Syrie. Daech a mis la main sur un large secteur pétrolier allant de Raqqa à Al-Bukamal, notamment autour de Deir El-Zor, auparavant exploité par Shell et Total et produisant environ 120 000 barils par jour de *light crude oil*. Dans un premier temps, c'est l'Armée syrienne libre (ASL) d'opposition au régime d'El-Assad qui avait contrôlé ce champ pétrolier. Elle a ensuite été chassée par Daech qui s'est livré à une exploitation sauvage de 30 000 barils par jour, entraînant une pollution considérable. Ce pétrole était utilisé pour les besoins des djihadistes ou vendu sur les marchés locaux syriens et irakiens au prix de 20 à 25 dollars le baril.

Par ailleurs, comme Daech contrôle le pipeline qui relie les champs pétroliers de la région de Palmyre à ceux du nord-est de la Syrie, toujours exploités par le régime El-Assad, celui-ci se trouve contraint de verser une « taxe » à Daech – dont le montant est inconnu et qui s'apparente à du racket – pour poursuivre son exploitation.

Ce pétrole irakien lui aussi est écoulé en contrebande par des intermédiaires vers des pays frontaliers. Ces installations produiraient chaque jour l'équivalent de 1,5 à 2 millions d'euros de recettes.

La prise du champ gazier syrien de Shaïr, au nord-est de Palmyre, le 18 juillet 2014, au prix de 60 à 270 morts parmi les forces loyalistes de Bachar El-Assad, a permis à Daech de vendre des hydrocarbures à moitié prix à des hommes d'affaires irakiens et turcs.

L'enjeu est non seulement de fournir des carburants aux combattants, d'alimenter les caisses de la nouvelle structure, mais également, selon le chercheur Romain Caillet, « de fournir de l'électricité et de l'essence gratuitement aux populations sunnites, ainsi clientélisées » (*Le Figaro*, 15 juin 2014).

Le Pentagone a précisé qu'au cours d'une opération aérienne menée le 24 septembre par une coalition composée des États-Unis, de l'Arabie saoudite et des Émirats arabes unis, douze sites de production pétrolière ont été détruits dans l'est de la Syrie. Quatre jours plus tard, des frappes aériennes détruisaient le principal complexe gazier syrien, tombé aux mains de Daech.

2. Impôts ou racket ?

Par ailleurs, les représentants armés de Daech lèvent des impôts dans les zones qu'ils contrôlent, venant s'ajouter aux produits des vols, rançons, kidnappings et extorsions de fonds. Ils prélèvent des taxes sur les produits destinés aux populations contrôlées, par exemple le blé et le coton.

Les revenus des rançons, qui peuvent s'élever jusqu'à 10 millions de dollars par otage, pèsent peu dans le budget du califat, environ 5 % selon des estimations.

Le Council on Foreign Relations et le *Washington Post* évaluent à près de 100 millions de dollars par an les sommes que Daech récolterait ainsi.

3. Pillage de banques

Selon d'autres sources, des fonds importants proviendraient du pillage de plusieurs banques irakiennes. Après la prise de Mossoul, le 10 juin 2014, les réserves de liquidités des banques de cette ville, soit 429 millions de dollars (330 millions d'euros), seraient tombées aux mains de Daech, directement ou par l'intermédiaire de la tribu alliée des Shammar, dont est issu le gouverneur de la banque centrale de Mossoul. Des équipements militaires divers, pur une valeur de plus d'un million de dollars, ont en outre été pris à l'armée irakienne.

4. Pillage du patrimoine culturel

Les djihadistes de Daech ont détruit des sites historiques en Irak et vendu des antiquités pour se financer. Ils ont ainsi dynamité de nombreuses églises et monuments, des sanctuaires des patrimoines chrétiens ou juifs, comme la tombe du prophète Jonas ou des palais assyriens. Le docteur Abdullah Khorseed Qader, directeur de l'Institut irakien pour la conservation des antiquités et du patrimoine à Erbil, accuse : « Daech fait des fouilles pour vendre (des objets) à prix cassés sur les places européennes et asiatiques par l'intermédiaire des pays alentours. » C'est ainsi que la directrice générale de l'UNESCO, Irina Bokova, a « alerté l'ensemble des États membres, les principaux musées du monde et le marché de l'art », leur demandant la plus extrême vigilance face à ce pillage culturel.

Son trésor de guerre permet au califat de rémunérer ses combattants. Ainsi, les djihadistes syriens et irakiens reçoivent une solde mensuelle de 400 dollars (environ 300 euros). Pour les *mouhadjiroun* qui viennent d'ailleurs (Europe, Maghreb) s'ajoute une prime de 700 dollars, soit une solde globale de 1 100 dollars. Des bonus sont distribués aux djihadistes mariés : 100 dollars par épouse et 50 dollars par enfant, précise l'économiste syrien Samir Seifan.

Ces largesses financières ont permis le ralliement de bon nombre de djihadistes appartenant à des groupes existants, comme Ahrar al-Cham.

L'État islamique aurait disposé en juin 2014 d'une réserve de plus de 2,3 milliards de dollars, qui faisait de lui le groupe terroriste le plus riche du monde, dépassant les Talibans afghans (400 millions de dollars), le Hezbollah (entre 200 et 500 millions de dollars) ou les FARC (entre 80 et 350 millions de dollars). Comme le résume le secrétaire à la Défense américain, Chuck Hagel, Daech est « plus qu'un groupe terroriste [...]. Il allie idéologie et sophistication militaire. Il est incroyablement bien financé. Cela va au-delà de tout ce qui nous a été donné de voir ».

Une résolution contraignante des Nations unies a interdit, sous peine de sanction, tout soutien financier à Daech, soit par l'achat de pétrole, soit pas des dons ou autres, a précisé le secrétaire général adjoint de l'ONU, Jean-Paul Laborde, à la Direction exécutive contre le terrorisme (RFI, 6 octobre 2014). Il a lancé un appel aux sociétés civiles des États membres, y compris à la presse, afin qu'elles se mobilisent dans la lutte contre l'État islamique.

CHAPITRE II

UNE MOBILISATION INTERNATIONALE POUR UNE RÉPLIQUE MILITAIRE

A. UNE COALITION ÉLARGIE AUTOUR DES ÉTATS-UNIS

Le président américain Barack Obama donne le ton en indiquant le 5 septembre (lors d'un voyage en Estonie), à la veille du sommet de l'OTAN : « On doit tout faire pour organiser le monde arabe, le Moyen-Orient, le monde musulman, les rallier au reste de la communauté internationale pour isoler ce cancer. » Il est suivi, deux jours plus tard, par la Ligue arabe, réunie au Caire, qui se mobilise pour un combat « politique, sécuritaire et idéologique ».

Après des hésitations et un flottement sémantique, Washington emploie le mot pour la première fois, à la mi-septembre : « Les États-Unis sont en guerre contre l'EI de la même manière que nous étions en guerre contre Al-Qaïda et ses alliés dans le monde », selon la formule du porte-parole de la Maison Blanche, Josh Earnest. Le secrétaire d'État américain à la Défense, Chuck Hagel, prend la mesure du danger que représente l'État islamique qui « allie idéologie et sophistication de son savoir-faire militaire, tactique et stratégie », tout en étant « extrêmement bien financé ». Si Daech parvenait à s'étendre dans la région et à installer durablement son califat, « le Moyen-Orient s'en trouverait profondément changé et cela créerait un environnement sécuritaire qui nous menacerait sur de très nombreux plans », prévoit Chuck Hagel.

La première coalition face au problème de l'Irak, constituée lors d'un sommet tenu à Paris le 15 septembre 2014, sous la coprésidence du président irakien Fouad Massoum et du président François Hollande, a réuni une trentaine de pays, dont les cinq membres du Conseil de sécurité et une dizaine de pays arabes. Cette coalition s'est engagée à « mettre un terme à la présence de Daech dans les régions où il a pris position en Irak », et en particulier à « soutenir par les moyens nécessaires le nouveau gouvernement irakien dans sa lutte contre Daech, y compris une aide militaire appropriée, correspondant aux besoins exprimés par les autorités irakiennes ».

La perspective est incertaine en Syrie où l'opposition modérée n'avait pas alors de capacités décisives (effectifs et armements) pour avoir un poids au sol, aussi bien contre les forces de Bachar El-Assad que contre les djihadistes de Daech.

À cette nouvelle stratégie participent la quarantaine d'États occidentaux et de la région qui ont adhéré à une coalition anti-Daech, soit la plus importante dans l'histoire moderne – la Seconde Guerre mondiale, elle, a provoqué l'alliance de 15 à 20 nations.

B. L'IMPLICATION DE LA FRANCE

En se rendant en Irak le 12 septembre, le président de la République François Hollande a marqué l'engagement de la France sur plusieurs plans : tout d'abord en apportant son soutien aux nouveaux dirigeants irakiens ; ensuite en acheminant de l'aide humanitaire aux civils déplacés (15 tonnes pour Erbil) ; puis en fournissant, depuis août, des armes aux Kurdes irakiens ; enfin en procédant à des vols de reconnaissance et en mettant en œuvre, très tôt, sa force aérienne pour bombarder les positions de Daech, en coordination avec les frappes américaines.

Pour l'heure, la France s'est abstenue d'envoyer directement en Syrie des forces militaires. Le président Hollande a donc annoncé en septembre que l'intervention de son pays se limiterait à « une aide directe

à l'armée syrienne libre et à l'opposition syrienne ». Par ailleurs, la France fait partie du Groupe des amis de la Syrie (Core) qui regroupe onze pays engagés à aider l'opposition modérée syrienne par des financements et des livraisons d'équipements non létaux et d'aide humanitaire.

C. MÉFIANCE ISRAËLIENNE

Tout en affirmant qu'il soutenait « pleinement » l'appel du président des États-Unis à la formation d'une coalition contre Daech et qu'Israël participerait à l'effort de la communauté internationale (13^e conférence annuelle de l'Institut de contre-terrorisme, à Herzlia, le 11 septembre 2014), le Premier ministre Benyamin Netanyahu a accompagné son engagement d'une analyse. Il a ainsi espéré que « les États arabes repensent leurs relations avec Israël puisqu'ils comprennent que nous sommes confrontés aux mêmes ennemis ».

Par ailleurs, lorsque des djihadistes de Daech sont apparus à la frontière jordanienne au mois de juin, provoquant un appel du roi Abdallah II au soutien de la communauté internationale face à la menace du califat d'étendre son territoire à son pays, le Premier ministre israélien a promis de fournir « toute l'aide requise » à son plus proche allié dans la région. Pour Ephraïm Kam, directeur de recherches à l'Institut d'études pour la sécurité nationale, « nous avons un intérêt vital à la survie du régime jordanien, [bien que] face à des groupes djihadistes locaux qui tenteraient de contester la monarchie, nos moyens seraient forcément limités » (*Le Figaro*, 10 septembre 2014).

En effet, l'une des craintes du gouvernement israélien – comme d'autres dans le monde occidental – est de voir revenir en Cisjordanie des djihadistes palestiniens partis combattre dans les rangs de Daech, ou en voir d'autres s'y rendre clandestinement – en dépit du fait que le ministre israélien de la Défense a inscrit Daech sur une liste d'organisations illégales (2 septembre 2014). Sans donner de détails sur la contribution d'Israël à la coalition internationale contre Daech annoncée par Netanyahu, on apprenait de source diplomatique occidentale (citée par Reuters) qu'Israël avait récemment transmis à son allié américain des images satellites, ainsi que divers renseignements portant sur Daech. Mais certains milieux israéliens craignent des fuites, la Turquie et plusieurs pays arabes avec lesquels Jérusalem n'entretient pas de bonnes relations se trouvant dans la coalition.

D. SPÉCIFICITÉS DU CONFLIT

Le conflit contre Daech a plusieurs spécificités. Les caractéristiques de cette « guerre » se dessinent progressivement et empiriquement.

- La première spécificité est qu'aux États-Unis, pays leader, cette guerre sera soutenue sur les bases d'un accord bipartite au Congrès entre les Démocrates et les Républicains, « afin de montrer au monde que les Américains sont unis pour s'attaquer à ce danger », souligne le président Obama.
- La deuxième est que cette « guerre » sera longue. Après avoir annoncé, début août 2014, qu'il lancerait des « frappes limitées » contre les positions de Daech, le président Obama change de ton le 10 septembre en préparant l'opinion publique américaine à un conflit certainement durable, ayant pour objectif la destruction de la structure djihadiste, et non plus son affaiblissement.
- Autre caractéristique, l'extension du champ de la guerre. Dans un revirement, Obama annonce : « Nous attaquerons les terroristes qui menacent notre pays, où qu'ils soient [...], nous n'hésiterons pas à agir contre l'État islamique en Syrie, comme en Irak », précisant que ces djihadistes ne pourront compter sur « aucun refuge ».
- En annonçant un droit de suite en Syrie, le président américain exclu néanmoins explicitement toute coopération avec le régime de Bachar El-Assad « qui terrorise son peuple et qui ne regagnera jamais la légitimité perdue ».

- Un revirement de la doctrine américaine en Syrie est également amorcé lorsque le président Obama annonce sa volonté de renforcer l'opposition syrienne face à Daech, « tout en recherchant une solution politique pour régler la crise syrienne une fois pour toutes ». Washington revient ainsi sur sa position traditionnelle de doute sur la capacité de l'opposition modérée syrienne à s'imposer, tout en même temps aux forces du régime d'El-Assad et à celles de Daech.
- Voulant éviter les déviations et erreurs de certaines interventions militaires américaines dans le passé, comme en Libye, le président Obama précise la nature du leadership américain dans ce conflit : se tenir auprès de ceux qui se battent pour leur liberté, et rallier les autres nations sur des impératifs de sécurité et de valeurs des droits de l'homme communes, en une coalition la plus large possible.
- Ayant promis, lors de son élection en 2008, de mettre fin à l'engagement de son pays en Irak, le président Obama annonce qu'il n'enverra pas de troupes sur le terrain. En réalité, il s'agit de fantassins de premières lignes, mais pas de formateurs ou d'agents de renseignement (475 supplémentaires début septembre), détachés tant auprès de l'armée irakienne que des *peshmergas* kurdes.
- L'armée américaine, avec ses alliés, se concentrera sur des frappes aériennes destinées à paralyser les combattants de l'État islamique, dans une phase préparatoire aux interventions au sol de l'armée irakienne, des *peshmergas* kurdes, et éventuellement des forces turques, iraniennes et des tribus sunnites qui seraient prêtes à combattre sur le modèle de la *Sahwa* qui, en 2005 et 2006, a été constituée par les États-Unis pour lutter contre Al-Qaïda en Irak.
- De nouveaux champs de coopération et d'intervention ont été ouverts dans cette guerre : celui des services de renseignements en premier lieu, que certains observateurs accusent de n'avoir pris assez tôt la mesure du caractère transnational de Daech, de sa fulgurance, de l'étendue du recrutement de combattants étrangers, et enfin de l'infiltration par les services secrets des rangs des djihadistes.

E. UNE GUERRE SUR INTERNET ?

Dans cette guerre asymétrique, l'usage d'Internet et des réseaux sociaux à des fins de propagande, dit « djihad médiatique », appelle des réponses techniques difficiles à mettre en œuvre dans des démocraties éprises de liberté d'expression. C'est cette liberté qu'utilise, pour la détourner, la propagande de Daech dans ses efforts de recrutement sur des plateformes américaines.

Au niveau des États, les oppositions des opinions publiques à tout encadrement ou interdiction par voie législative de la diffusion de vidéo et de texte de Daech, comme un récent projet de loi français l'envisageait, suscite des polémiques et des réticences. L'objectif est d'obtenir, par décision administrative, que les fournisseurs d'accès à Internet (FAI) bloquent les sites terroristes – comme ils le font pour la pédopornographie –, si les services de renseignement ne peuvent obtenir auprès de l'hébergeur ou de l'éditeur du site la suppression des contenus.

Face à ces difficultés, les réseaux sociaux tentent de s'organiser eux-mêmes :

- Facebook, qui intervient pour modérer les contenus violents, fait la chasse à la propagande, mais avec une efficacité limitée ;
- YouTube a rapidement retiré la vidéo de la décapitation des deux journalistes américains ;
- la plateforme de streaming de Google, qui dispose d'une technologie de détection des contenus contestables, avait été créée dans le seul but de lutter contre le piratage ;

- Twitter, particulièrement utilisé par les djihadistes, a déjà suspendu plusieurs de leurs gros comptes. Mais cela n'est pas aisé du fait d'une part que son contrôle des tweets se fait *a posteriori*, et d'autre part que le règlement du réseau n'interdit que la violence ciblée et les menaces personnelles. La réponse officielle américaine est faible, le gouvernement s'étant contenté à mettre en place un compte Twitter destiné à répondre, sinon à dialoguer avec les djihadistes.

F. CHANGEMENTS DE TACTIQUE DE DAECH

Les frappes aériennes de la coalition contre les positions des djihadistes, tant en Irak qu'en Syrie, durant le mois de septembre 2014, a conduit Daech à modifier ses tactiques de terrain, afin de limiter ses pertes.

En Syrie, où l'EI contrôle depuis 2013 des zones pétrolières et agricoles, les djihadistes sont passés dans la clandestinité, évitant de sortir dans les rues ou d'avoir des contacts avec les médias. Dans le même temps, depuis l'annonce de la décision américaine d'étendre ses frappes aériennes, les effectifs de Daech dans la province d'Alep ont pourtant augmenté d'environ 200 combattants, recrutés essentiellement dans les rangs du groupe djihadiste Al-Nosra, relève l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH).

En Irak, dans le nord bombardé, les djihadistes de Daech sont entrés dans une forme de clandestinité dès les premiers jours d'octobre 2014. Ils cherchent à se fondre dans la population en ne se déplaçant plus en convois de 4x4, trop visibles : « Ils utilisent à la place des motos, des vélos et, si nécessaire, des voitures camouflées », témoigne le chef tribal d'un village du sud de Kirkouk, qui ajoute que les barrages de djihadistes pour arrêter les « apostats » se font plus rares. De même ils ne se déplacent plus qu'en petits groupes, et semble-t-il n'utilisent plus de téléphones portables. Le cheik de ce village révèle qu'ils « ont abandonné (début octobre) l'une de leurs principales bases dans le village [...]. Ils ont déménagé leurs meubles, leurs véhicules et leurs armes. Ils ont ensuite planté des mines dans le sol et détruit la base » lorsqu'ils ont appris que le secteur serait peut-être pris pour cible. Pour faire leurre, ils ont planté leurs drapeaux noirs sur les toits de bâtiments résidentiels pratiquement vides, afin de pouvoir, en cas d'attaques aériennes, accuser la coalition de faire des victimes civiles.

Dans la province de Diyala, un témoin raconte : « Ils ont augmenté le nombre de leurs bases. De deux, elles sont passées à 20, avec seulement trois à quatre combattants dans chacune. » À Jalaoula, les affrontements avec l'armée irakienne ne sont plus menés en nombre, mais par petits groupes. À Tikrit, le colonel de police de la ville a relevé que les points de contrôle installés dans les principales artères ont été repliés dans de petites rues adjacentes. Ils ont creusé des tranchées étroites dans les jardins et arrières-cours de maisons habitées. La nouvelle stratégie serait donc de prendre les populations civiles en otage.

Face aux combattants kurdes *peshmergas*, l'agressivité des djihadistes de Daech est moindre. Selon le chef d'une tribu installée à Kirkouk, cheikh Anouar al-Assi al-Obeïdi (en fuite au Kurdistan, après que sa maison a été détruite par Daech) : « Ils exécutaient les gens comme on boit de l'eau [...]. Maintenant qu'il y a des frappes aériennes très fréquentes, leur capacité est moindre. » Il ajoute : « Quel que soit l'endroit où ils se cachent, les gens veulent se débarrasser d'eux parce qu'ils ont peur que leurs maisons soient touchées (par les frappes aériennes). »

CHAPITRE III

LE RÉVEIL DU MONDE ARABO-MUSULMAN FACE AU DANGER ?

Le monde arabo-musulman du Proche et du Moyen-Orient, ce « continent malade » depuis la fin de la Première Guerre mondiale et la chute de l'Empire ottoman, dont la situation s'est aggravée avec le poids étouffant des dictatures nationalistes qui ont manqué le tournant de la décolonisation, puis avec les difficultés des « Printemps arabes » à introduire la démocratie et la modernité, prend-il sous nos yeux un virage ? Amorce-t-il un changement de cap avec le choc que lui impose le projet violent du califat de l'État islamique (Daech) ?

Nombreux sont les signes qui montrent non seulement des évolutions profondes dans les pays de la région, mais aussi leur accélération face à la lente montée de l'islamisme radical au cours des vingt-cinq dernières années.

Ce réveil prévisible, mais pas certain, ne semble pas se trouver dans les arsenaux et les solutions militaires, bien que sa condition première réside dans l'affaiblissement, la paralysie militaire des djihadistes de Daech. Il eut été acquis bien plus tôt, sachant que les forces armées, particulièrement aériennes des pays de la région, comptent parmi les plus importantes au monde, ainsi que le souligne le professeur Shashank Joshi : « À elles seules, les six nations du Golfe possèdent plus de 600 avions de combat dernier cri » (*Financial Times*, 20 août 2014).

Dans ce « croissant fertile » qui va de Beyrouth à Bassora, selon la formule d'Alexandre Adler (Comité français pour Yad Vashem/Akadem, novembre 2013), Daech a prospéré sur les terreaux des guerres civiles, des sociétés gangrenées par les violences aveugles (Syrie, Irak, Liban...), des rivalités entre sunnites et chiïtes. Plutôt que de faire face à leurs difficultés internes, les États arabo-musulmans de la région avaient choisi de ne pas affronter courageusement ce « déclin des identités arabes » en les niant, les masquant et les ignorant, en créant le fantasme de « l'ennemi commun » que serait Israël.

A. DÉSTABILISATION DES PAYS

1. L'Irak

En se débarrassant en 2003 du sunnite Saddam Hussein, le dictateur irakien, le président américain George Bush avait ouvert la boîte de Pandore. Il a joué la carte confessionnelle en supprimant le parti unique Baas et en démantelant les forces de sécurité, majoritairement sunnites. Washington avait ainsi ouvert la voie à un pouvoir chiïte, conforme à la confession majoritaire du pays.

L'une des premières retombées a été l'apparition, en 2004, du groupe « Al-Qaïda en Mésopotamie » formé par le djihadiste jordanien Abou Moussah Al-Zarqawi. Ce groupe terroriste n'est autre que l'ancêtre de l'État islamique, rejoint aussitôt par les anciens généraux baasistes de Saddam Hussein et par des insurgés sunnites en quête de revanche aussi bien contre le pouvoir chiïte (parti Dawa) de Nouri Al-Maliki, que contre celui de son successeur Haïdar Al-Abadi (8 septembre 2014). Ce dernier est censé réaliser « l'unité » du pays, en introduisant dans son gouvernement des représentants des minorités sunnite et kurde. Au lendemain même de la prise de fonction du Premier ministre Al-Abadi, l'EI en Irak lance un double attentat-suicide à Dhoulouïya (90 km au nord de Bagdad), alors que l'aviation américaine bombarde la province à majorité sunnite d'Al-Anbar, dans l'ouest du pays. La mécanique infernale est ainsi amorcée en Irak, jusqu'au cœur de Bagdad, dans le quartier chiïte de Karrada où, le 19 septembre 2014, l'explosion d'une voiture piégée et le tir d'obus touchant les banlieues nord de la capitale font 8 morts et 20 blessés. Dans le même temps, les tribus sunnites d'Irak, que le régime Al-Maliki avait exclues, rejoignent

progressivement Daech, d'autres prêtant main-forte à l'armée régulière irakienne. Tout est possible dans ce pays où le président Fouad Massoum envisage ouvertement la partition d'un Kurdistan irakien et le regroupement de quatre provinces sunnites : « Si les provinces sunnites veulent créer leur propre territoire, elles le peuvent au regard de la Constitution », lâchait-il lors de sa visite en France. Dans la région, l'Irak est bien au cœur du choc entre monde chiite et monde sunnite.

2. La Syrie

Paradoxalement, c'est dans la Syrie du dictateur alaouite (chiite) Bachar El-Assad que les djihadistes de Daech auraient les coudées franches et se sentiraient protégés. La coalition arabo-occidentale contre l'État islamique y a été longtemps paralysée, ne voulant pas paraître venir au secours du régime de Damas. Celui-ci, en quête de reconnaissance et de respectabilité, a du reste déjà perdu le contrôle d'une bonne moitié de son territoire. Sans légitimité juridique internationale et face à une armée syrienne encore dotée d'importants moyens techniques, les pays occidentaux payent cher leur attitude timorée lorsqu'ils n'ont pas réagi militairement face aux attaques du régime à l'arme chimique.

Dans un premier temps, El-Assad tente de devenir un partenaire acceptable et incontournable de la coalition internationale dans son action militaire contre Daech, et cela de plusieurs manières.

La première, comme l'a fait le ministre syrien des Affaires étrangères Walid Mouallem, en affirmant que Damas soutient « tout effort international pour combattre le terrorisme », ce terme est d'ailleurs employé aussi bien pour désigner les djihadistes que l'opposition modérée. Il ajoute aussitôt que cela devrait se faire « en respectant la souveraineté nationale ». Ainsi Walid Mouallem proclame-t-il haut et fort qu'il a reçu un message de son homologue américain John Kerry, par l'intermédiaire du chef de la diplomatie irakienne, « l'informant que les États-Unis allaient frapper des bases de Daech en Syrie ».

Dans le même temps, le président russe Vladimir Poutine, parrain de Bachar El-Assad, affirme que les frappes aériennes en Syrie ont un caractère juridiquement illégal tant qu'elles ne sont pas effectuées en coordination avec Damas (2 octobre 2014). Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, fustige à la tribune des Nations unies l'intervention militaire américaine, déclarant : « Les interventions militaires sont devenues la norme, et ce malgré le résultat lamentable des opérations militaires menées par les États-Unis ces dernières années », citant entre autres les opérations en Irak, en Libye ou en Afghanistan.

El-Assad est persuadé que l'enlisement du combat mené par la coalition contraindra les États-Unis à faire appel à lui. Il laisse déjà entendre qu'il serait prêt à fournir aux pays européens et à quelques pays arabes des renseignements de terrain sur l'EI. Enfin, l'objectif de Damas serait, dans cette configuration, de se débarrasser définitivement de la rébellion modérée qui exprime ses craintes : « Bien sûr, nous voulons que Daech quitte Racca, mais nous craignons que cela ne serve le régime car il pourra se déployer dans les zones évacuées par Daech », dit-elle, et consolider le régime autocratique en place depuis un demi-siècle.

La deuxième tentative de tirer profit de la situation est d'accréditer l'idée que si les États-Unis et la coalition peuvent être maîtres du ciel, seule l'armée de Damas peut combattre les djihadistes sur le terrain. C'est ce qu'affirme un homme proche du régime, Bassam Abou Abdallah, directeur d'un Centre d'études stratégiques à Damas : « La coalition va être contrainte de coopérer avec la Syrie, car il n'existe aucune force terrestre capable de combattre le terrorisme en dehors de l'armée syrienne et de ses alliés, et cette coopération pourrait être le prélude à des négociations politiques. »

Pour l'heure, ce sont les combattants de l'opposition dite « modérée », pris entre le feu de l'armée de Bachar El-Assad et les djihadistes de Daech, qui en font les frais, en dépit des déclarations de soutien répétées par les Occidentaux. S'ajoute, pour cette branche de l'opposition syrienne, la présence sur le terrain de rebelles islamistes autres que ceux de Daech. Ainsi après avoir chassé les combattants d'Al-Nosra de leurs bastions du sud-est de Damas (Mesraba, Maydaa, Yalda et Beit Sahem), ces opposants ont-ils conclu un cessez-le-feu à Al-Hajar Al-Assouad, dans la banlieue sud de Damas, où les deux tendances de l'opposition sont présentes, précise l'Observatoire syrien des droits de l'homme.

La Syrie pourrait demeurer pendant longtemps un borbier dans lequel prospérera Daech, en particulier si aucune armée extérieure n'y envoie de fantassins. Selon des observateurs locaux, il faut attendre pour voir à qui profiteront à long terme les frappes aériennes. Il est évident que, pour l'heure, il ne se dégage au sein de l'opposition aucune force capable de tirer avantage de reculs de Daech et que, dans le même temps le régime El-Assad n'a pas les moyens de s'étendre vers l'est.

3. La Jordanie

Le roi Abdallah II de Jordanie, allié des États-Unis et partenaire d'Israël, est désigné par Daech comme le prochain objectif de son expansion. Il a déclaré le 22 septembre sur CBS : « L'État islamique a déclenché une prise de conscience. Il est temps pour nous de décider un combat du bien contre le mal », estimant que les responsables de Daech ne devraient même pas être qualifiés de « musulmans ». Pour lui, les États-Unis et la coalition auraient dû intervenir plus tôt en Syrie afin d'empêcher la progression de l'État islamique et de « s'assurer que le financement et le soutien aux premiers groupes en Syrie ne puissent pas prendre l'étendue qu'ils ont eue ».

4. Le Liban

Ce pays multiconfessionnel est fragilisé face à un Daech qui y voit, tout au moins pour le nord du pays, un terrain d'expansion pour le califat, particulièrement pour une ouverture sur la mer, dans la région nord de Tripoli. Pour l'heure, l'ennemi de Daech est le Hezbollah chiite, allié du régime alaouite de Bachar El-Assad. Dans un pays affaibli par une absence d'État, un système clanique confessionnel et un « libéralisme sauvage », la survie face à l'État islamique dépend d'une armée encore unifiée par ses officiers et cadres chrétiens, financée par l'Arabie saoudite et équipée, pour partie, par la France.

« Le Liban est en danger », a lancé le chef de la diplomatie libanaise, Gebran Bassil, (*L'Orient-Le Jour*, 11 septembre 2014), alors que sunnites et chiites s'affrontaient dans la plaine de la Bekaa, procédant à des prises d'otages dans chacune des communautés. Dans le même temps, des slogans favorables à Daech, et hostiles aux chrétiens sont apparus dans la région de Tripoli (nord). Dès le 21 janvier 2014, des localités de la Bekaa, habitées aussi bien par des chiites que par des sunnites et proches de la frontière syrienne, ont été bombardées, tandis qu'une voiture piégée explosait au centre du chef-lieu de Hermel et que Ersal était pilonné depuis les régions syriennes tenues par les djihadistes.

Début août, à Ersal toujours, l'armée libanaise a été sérieusement déstabilisée par les combats qui l'ont opposée aux djihadistes de la brigade Fajr Al-Islam, un groupe lié à Daech. Vingt-huit soldats et policiers, dont trois chrétiens, ont été pris en otages – deux d'entre eux ont depuis été décapités, en dépit d'une tentative de médiation du Qatar. Ces attaques se sont poursuivies le 19 septembre avec l'explosion d'un camion militaire détruit par un engin enterré sur la route reliant Masyada à Wadi Hmayed, près d'Ersal. Il est urgent pour le gouvernement et pour l'armée de reprendre le contrôle de la région frontalière poreuse d'Ersal où se sont implantés entre 1 500 et 2 000 djihadistes de Daech et du Front Al-Nosra, précisent les services de sécurité libanais.

Une seconde région, celle de Qalamoun, située sur la frontière, sur la route entre Beyrouth et Damas, est le siège d'affrontements entre les combattants du Hezbollah et des miliciens sunnites qui utilisent le territoire libanais comme base arrière pour leurs attaques en Syrie. Beyrouth se déclare prêt à rejoindre la coalition antiterroriste aux côtés des monarchies du Golfe et des États-Unis, mais il est nécessaire que son armée soit rééquipée et formée.

5. Le Qatar et les pays du Golfe

Tout en apportant un soutien constant aux djihadistes sunnites et aux Frères musulmans sur le plan doctrinal, et en les finançant en sous-main, l'émir du Qatar, Tamim Ben Hamad Al-Thani a affirmé à

la chancelière allemande Angela Merkel que s'il est vrai que son pays n'est pas « un État parfait [...], des changements [sont] en cours ». Il venait de déclarer à Bonn, sans sourciller, que « ce qui se passe en Irak et en Syrie relève de l'extrémisme et de telles organisations sont en partie financées par l'étranger, mais le Qatar n'a jamais soutenu et ne soutiendra jamais d'organisations terroristes » (*Deutsche Welle*, 14 septembre 2014).

Pour de nombreux observateurs qui soulignent la duplicité de l'émirat, cette attitude serait autant la résultante de l'idéologie de ses dirigeants, partisans d'une vision culturaliste de l'islam, que des rapports de force au sommet du pouvoir entre les tenants de l'ouverture à l'Occident, qui portent le projet de Mondial de football de 2022 et ceux qui soutiennent les Frères musulmans.

Le théologien officiel de l'émirat, Yûsuf Al-Qaradhâwî, affichait cette position sur son compte Twitter le 13 septembre 2014, tout en se disant opposé à l'intervention américaine contre Daech. Il disait diverger « complètement, au niveau de la pensée et des moyens, avec l'État islamique ». En conclusion, il s'insurgeait contre le fait que l'interventionnisme américain n'a rien à voir avec « les valeurs de l'islam ».

Ce petit et riche émirat a poussé très loin la dialectique de la conciliation entre « la chèvre et le chou ». Mais pendant combien de temps encore réussira-t-il à survivre dans le maelström régional ?

6. *Le Maghreb*

Bien que géographiquement éloignés du chaudron moyen-oriental, les quatre pays de cette sous-région (la Libye, la Tunisie, l'Algérie et le Maroc) resteront-ils préservés de l'influence de l'État islamique ?

En Libye, depuis la chute du régime de Mouammar Kadhafi en 2011, des dizaines de milices font librement la loi dans un pays retombé aux mains des tribus, au risque d'une explosion, comme en Somalie dans les années 1990.

La coalition *Fajr Libya* (Aube de la Libye), composée des brigades de Misrata et de groupes extrémistes installés sur la place des Martyrs, au centre de la capitale, tient le pays depuis le 28 août 2014, avec l'appui, à l'est, des djihadistes. À l'aéroport de Tripoli, des djihadistes, parmi lesquels les brigades de Zentane, ont pris le contrôle d'avions à terre.

Selon la télévision nationale libyenne, confirmée par Reuters, des avions de guerre non identifiés ont été localisés en vol au-dessus de Tripoli (18 août).

Les autorités algériennes, égyptiennes, tunisiennes et marocaines ont lancé une alerte sur les « dangers sécuritaires et politiques auxquels fait face la Libye », demandant que tous les protagonistes respectent un cessez-le-feu et entament des négociations.

Différents groupes et tribus s'affrontent toujours dans le reste de la Libye, particulièrement en Cyrénaïque, pour le contrôle des ressources pétrolières et la recherche de parrains financiers des Émirats arabes unis.

Le président français François Hollande avait dit sa « préoccupation majeure » (conférence des ambassadeurs du 28 août) et dénoncé « la confusion totale, des groupes djihadistes ayant pris le contrôle de sites importants, et pas seulement des sites pétroliers. Si nous ne faisons rien de sérieux [...], c'est le terrorisme qui se répandra dans toute cette région ». Il demandait instamment à l'ONU d'organiser un « soutien exceptionnel aux autorités libyennes pour rétablir leur État ». Le ministre français de la Défense, Jean-Yves Le Drian faisait le bilan « catastrophique » suivant : « Le sud libyen est une sorte de « hub » où les groupes terroristes viennent s'approvisionner, y compris en armes, et se réorganiser. Leurs principaux chefs, l'émir Droughdal ou Moktar Benmokhtar, y transitent régulièrement. » (*Le Figaro*, 8 septembre 2014). Il ajoutait : « Au nord, les centres politiques et économiques du pays sont désormais menacés d'être contrôlés par ces djihadistes. Or la Libye est à la fois la porte de l'Europe et du Sahara.

C'est aussi la zone de tous les trafics, à commencer par le trafic d'êtres humains dont le passage de la Méditerranée sur des embarcations de fortune finance massivement ces groupes. »

En Tunisie, la citation dans la première diatribe du calife Abou Bakr Al-Baghdadi désignant ce pays comme étant celui « où une guerre est menée contre la chasteté et le port du hijab », et où se propage également « l'infidélité, la prostitution et l'adultère » a trouvé des échos dans une partie de la population. Le ministre de l'Intérieur, Lotfi Ben Jeddou annonçait quelques semaines plus tard que près de 2 400 djihadistes tunisiens combattaient en Syrie, 80 % d'entre eux au sein de Daech. Par ailleurs, 14 Tunisiens ont péri dans des attentats suicides en Irak durant les seuls mois de mars et d'avril 2014, selon l'Institut national d'études stratégiques. De plus, le groupe djihadiste tunisien Ansar Chaaria, lié à Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) a fait allégeance à Daech le 26 juin dernier. Le dirigeant algérien d'AQMI, Abou Abdallah Othman El-Assimi a déclaré que Daech avait pris le bon chemin en « plaçant la parole d'Allah au-dessus de tous et en ne reconnaissant pas les frontières imposées par les *taghouts* [les infidèles] ». Les milieux radicaux tunisiens accueillent avec satisfaction le projet de Daech et soutiennent les attaques à l'explosif contre l'armée nationale dans les montagnes du sud, à Châabi, Selloum et Ouergla.

En Algérie, en dépit d'une décennie de guerre civile contre les djihadistes et du renforcement d'un régime militaire, la gangrène est toujours présente, avec le ralliement des salafistes du Jund Al-Khalifa, toujours implantés en Kabylie, aujourd'hui ralliés à Daech, que les services de sécurité algériens n'ont pu mettre en échec après l'exécution d'un otage français.

Au Maroc, une cellule de neuf membres actifs à Tétouan, Fès et Fnideq, chargée de recruter et de lever des fonds pour Daech a été démantelée, le 14 août 2014, par la Brigade nationale de la police judiciaire. Le ministre de l'Intérieur a précisé que ces djihadistes s'apprêtaient à commettre des attentats au Maroc, l'un d'entre eux ayant suivi un entraînement au maniement des explosifs dans un camp de l'État islamique.

Les forces armées royales (FAR) ont été mises en alerte, fin septembre. À Casablanca, elles ont investi le quartier de la corniche, près du phare El-Hank et de la mosquée Hassan-II, en installant en particulier des batteries antiaériennes (de type M167 Towed Vulcan, longue portée), comme ç'a également été le cas à Tanger, à l'aéroport de Marrakech-Ménara, ou à la raffinerie pétrolière de La Samir à Mohammedia. Un état de vigilance, déclenché pour l'ensemble de l'espace aérien marocain par les FAR, selon le journal *Assabah*, « met en œuvre notamment des missiles air-air, air-sol et des systèmes de repérage, d'identification et de radars ultra-sophistiqués ». Cette alerte ne serait pas étrangère aux détournements d'avions sur l'aéroport de Tripoli.

7. Les territoires kurdes

Le paradoxe de la présence des Kurdes dans la région est que, tout en étant persécutés par Daech en Syrie et en Irak (où ils contrôlent une région dite autonome) et en se heurtant vivement en Turquie à un pouvoir central qui les marginalisent, les combattants kurdes (*peshmergas* en Irak) sont les seuls sur le terrain à tenir tête aux djihadistes du califat, alors que les armées régulières restent peu efficaces.

Fin septembre, les forces kurdes ont lancé une offensive sur trois fronts tenus par Daech en Irak : au nord de Mossoul, au sud de Kirkouk et dans Rabia, à la frontière avec la Syrie. Ils ont attaqué la ville de Zoumar, à une soixantaine de kilomètres de Mossoul, à proximité du barrage. Ils sont soutenus par les frappes aériennes américaines, françaises et britanniques. Washington est allé plus loin en basant une partie de ses avions militaires à Erbil, capitale du Kurdistan irakien.

Le deuxième paradoxe réside dans la collaboration, qui se déroule non sans difficultés, entre trois « Kurdistan » aux confins de l'Irak, de l'Iran et de la Turquie, et la branche armée kurde de Syrie. Cette dernière a pris position au sud de Kirkouk, cité kurde et turkmène, et autour de la ville de Makhmour, à une cinquantaine de kilomètres au sud-est d'Erbil.

Le troisième paradoxe tient au fait que la fraction dominante est celle du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), dont le chef historique Abdullah Ocalan est détenu par les autorités turques. C'est l'une de ses branches armées qui enrôle de nombreuses femmes, les Unités de protection populaires (YPG) qui se bat en Syrie. Depuis le printemps 2013, celle-ci a mené des combats victorieux contre les djihadistes de Daech qui ont pris le contrôle du nord du pays, d'Alep à la frontière iranienne, et où elle est en particulier venue au secours des yézidis assiégés sur le mont Sinjar par les djihadistes.

Il n'en demeure pas moins que le PKK, en guerre contre l'État turc depuis une trentaine d'années en dépit d'un cessez-le-feu conclu fin 2012, est considéré comme une organisation terroriste tant par les États-Unis que par l'Union européenne. Rappelons que ce mouvement laïc politico-militaire d'inspiration marxiste-léniniste a été créé à la fin des années 1970, sur le modèle des groupes armés de l'extrême gauche anti-impérialiste, de l'Armée rouge japonaise ou des FARC de Colombie. Le PKK a été formé à l'école palestinienne dans les camps libanais de la Bekaa, sous la protection du régime de Bachar El-Assad, avant de se transformer dans les années 1980 en un mouvement armé de masse étendant son influence sur tous les territoires kurdes de la région. Si l'élimination de Daech devait aboutir à la constitution d'un État kurde à cheval sur l'Irak, l'Iran, la Syrie et la Turquie, le PKK pourrait en être la colonne vertébrale, si les antagonismes avec le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani étaient surmontés.

B. À LA RECHERCHE D'UN LEADERSHIP RÉGIONAL ?

En cette période dangereuse pour la région, les pays qui la composent sont à la recherche d'un leadership endogène. Lequel se dégagera ?

1. L'Égypte

Ce pays, qui a longtemps été considéré par les pays arabo-musulmans du Proche et du Moyen-Orient comme leur leader régional, s'enfonce en 2014 dans la tourmente soulevée par les djihadistes, après la destitution en juillet 2013 du président Morsi et le passage dans l'opposition de la confrérie des Frères musulmans qui le soutenait. La prise de pouvoir par l'armée qui lui substitua à la présidence le général Abdel Fattah Al-Sissi, s'accompagne, en août 2014, au moment où émerge en Irak l'État islamique, d'une très forte résistance des Frères musulmans et de l'apparition de groupuscules djihadistes. En quelques mois, plus de 1 400 manifestants sont tués, dont la moitié en quelques heures, le 14 août, lorsque policiers et soldats ouvrent le feu sur la foule pour disperser deux manifestations au cœur du Caire. Depuis, plus de 15 000 sympathisants des Frères musulmans, dont la majorité de leurs dirigeants, sont allés rejoindre Morsi dans les prisons. Des centaines d'entre eux ont également été condamnés à la peine capitale, comme leur ancien président, au terme de procès de masse expéditifs, qualifiés par l'ONU de « sans précédent dans l'Histoire récente ».

Des groupes djihadistes ont revendiqué régulièrement des attentats cause, selon le gouvernement égyptien, de centaines de morts dans les rangs de la police et de l'armée, particulièrement contre les forces de l'ordre de faction devant les édifices publics ou aux postes de contrôle routier. Le 21 septembre 2014, une voiture piégée a explosé au centre du Caire devant l'une des entrées du ministère des Affaires étrangères, faisant quatre morts dont un lieutenant-colonel de la police et plusieurs blessés.

Dans le même temps, un second front islamiste s'est ouvert dans la péninsule du Sinaï contrôlée par l'armée égyptienne. Les djihadistes du groupe Ansar Beit Al-Maqdess y multiplient les attentats mortels contre la police et l'armée, après avoir manqué, en septembre 2013, de faire exploser la voiture du ministre de l'Intérieur, Mohamed Ibrahim, en plein cœur du Caire.

Dès le 22 septembre 2014, l'État islamique lance un mot d'ordre à ces groupes islamiques du Sinaï : son porte-parole, Abou Mohamed Al-Adnadi ordonne dans un communiqué posté sur Internet : « Placez des explosifs sur les routes. Attaquez leurs bases, faites irruption à leurs domiciles. Tranchez-leur la tête. Qu'ils ne se sentent nulle part en sécurité. »

Le Caire s'est trouvé également confronté au problème des points de passage officiels ou clandestins (tunnels) de Gaza, fermés lors de l'offensive du Hamas contre Israël. Des officiers du génie militaire proches des Frères musulmans étaient allés prêter main-forte pour percer de nouveaux tunnels.

Dans une telle configuration géopolitique et militaire, Le Caire a réussi à maintenir son accord de paix avec Israël, à favoriser un cessez-le-feu entre Israël et le Hamas, et à entraîner la Ligue arabe dans une condamnation des exactions de Daech. Pour autant réussira-t-il, à terme, à reprendre le leadership des États arabo-musulmans ?

2. L'Arabie saoudite

Conscience religieuse du monde sunnite du fait de son histoire et de la présence sur son territoire des lieux saints de l'islam, ce pays structuré par le wahhabisme est impliqué à plus d'un titre dans la tempête soulevée par Daech.

Gardant un très mauvais souvenir de la vague d'attentats attribués entre 2003 et 2006 à Al-Qaïda, la dynastie saoudienne craint par-dessus tout le retour du millier de djihadistes enrôlés par l'État islamique en Irak et en Syrie. De plus, ayant au nord, dans une région poreuse, une frontière commune avec l'Irak, Ryad y a massé 30 000 soldats.

Lorsque l'État islamique en Irak et au Levant (EIL) est apparu en Syrie, l'objectif des pays sunnites du Golfe a été d'affaiblir et de briser le soutien iranien apporté par le Hezbollah chiite au régime de Bachar El-Assad. Pour l'Arabie saoudite, l'ennemi numéro un demeure l'Iran, et le roi a donné carte blanche à son chef des renseignements, Bandar Ben Sultan, pour réduire l'influence de Téhéran dans la région. Celui-ci n'a alors pas hésité à entretenir des liens indirects avec des groupes radicaux. Sa stratégie a été un échec, et il a été écarté. Ce n'est qu'à partir de ce moment-là, à l'issue de discussions entre le ministre de l'Intérieur, le prince Mohamed Ben Nayef – au cœur de la lutte antiterroriste dans le royaume –, et Washington, que l'Arabie saoudite a changé son fusil d'épaule, au point d'accepter que l'Iran joue un rôle dans la région, ainsi que l'analyse Fatiha Dazi-Heni, chercheuse à l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (Irsem) et spécialiste des pays du Golfe.

Néanmoins, aujourd'hui, l'Arabie saoudite pourrait jouer un rôle en faisant pression sur les tribus sunnites d'Irak qui, financées par les pays du Golfe, s'étaient très tôt ralliées à Daech pour faire tomber le Premier ministre chiite irakien, Nouri Al-Maliki. « Les tribus sunnites sont une denrée précieuse. Les pays du Golfe peuvent intervenir en les finançant pour qu'elles se soulèvent contre l'État islamique », estime Antoine Basbous, directeur de l'Observatoire des pays arabes. Il ajoute : « Plusieurs éléments peuvent favoriser cette stratégie : ces tribus n'ont pas beaucoup de convictions et s'offrent au plus généreux. Aussi, elles ont souffert de la prise de contrôle de leur territoire par Daech. La tribu de Chaïtat a perdu près de 700 hommes, décapités, pendus, ou encore crucifiés » (*Le Figaro*, 11 septembre 2014). Il semble bien que les tribus sunnites se remobilisent actuellement dans l'ouest de l'Irak, comme elles l'ont fait en 2007 contre Al-Qaïda. L'Arabie saoudite pourrait accélérer la formation de cette opposition. Enfin, bien que n'ayant jamais revendiqué de leadership direct sur la région, l'Arabie saoudite y a une « légitimité religieuse ». De ce fait, selon Fatiha Dazi-Heni, « l'Arabie saoudite abrite un certain nombre d'autorités religieuses (cheikhs) auxquels elle peut faire appel pour contrer le message idéologique de l'État islamique et dénoncer leur barbarie ».

3. La Turquie

En dépit des dénégations du Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan, de nombreuses sources affirment que la Turquie a soutenu Daech par l'intermédiaire de plusieurs canaux, parmi lesquelles le Parti républicain du peuple (CHP).

Selon les témoignages de résidents turcs proches de la frontière avec la Syrie, de nombreuses ambulances turques se sont rendues à l'été 2014 dans les zones de combats entre l'EIL et les Kurdes, afin d'évacuer les blessés de Daech vers des hôpitaux turcs. Il faut ajouter que la quasi-totalité des combattants étrangers qui rejoignent les troupes de l'État islamique en Syrie passent par la frontière turque. Selon le *Washington Times*, « en réalité, les Turcs ont offert bien plus qu'un passage aisé de la frontière : ils ont fourni le gros des fonds, de la logistique, de l'entraînement et des armes de l'EIL » (enquête de Daniel Pipes, publiée le 18 juin 2014).

La Turquie d'Erdogan poursuit ainsi ses tentatives de s'imposer comme puissance régionale. Mais pour l'heure, c'est son opposition farouche à la constitution d'un Kurdistan à cheval sur plusieurs États de la région qui la motive. Depuis 2012 en effet, Ankara a mené une politique constante de soutien aux groupes djihadistes (État islamique, Front Al-Nosra et Armée syrienne libre) qui combattent les Kurdes syriens du PYD, affiliés au PKK turc. De plus, depuis juin 2014, Daech détenait 49 Turcs, diplomates et membres de son consulat de Mossoul, pour lesquels Ankara était prête à payer une rançon. Aussi le ton du chef de la diplomatie turque, Ahmet Davutoglu, se veut-il modéré, sinon complaisant, lorsqu'il déclare, le 7 août 2014 : « L'organisation que vous appelez l'État islamique peut être vue comme une structure radicale et terroriste, mais il y a des Turcs, des Arabes et des Kurdes dedans. Les mécontentements du passé ont provoqué une large réaction [...]. Si les Arabes sunnites n'avaient pas été exclus d'Irak, il n'y aurait pas une telle accumulation de colère. »

Le résultat est que Daech a finalement libéré le 21 septembre les otages turcs, au terme de « négociations diplomatiques et politiques » reconnues par le président Erdogan. Celui-ci n'avait pas nié qu'il y ait eu un échange de prisonniers avec des djihadistes de l'EI. Cette tractation a été confirmée le 6 octobre par le *Times of London* qui précisait que 180 djihadistes (dont de nombreux étrangers) détenus par Ankara avaient été secrètement libérés.

La Turquie, membre de l'OTAN et l'un des principaux alliés de Washington dans la région, avait refusé jusque-là de participer aux frappes aériennes de la coalition menée par les États-Unis contre les positions de Daech, ou même de laisser utiliser ses bases. Elle a été la seule à refuser de signer le communiqué final sur l'adoption de mesures contre l'EI, renforcement conclu lors de la réunion de Djeddah (Arabie saoudite), en présence des États-Unis et d'une dizaine de pays du Moyen-Orient.

Erdogan a annoncé un changement de position de son pays, dès lors que les otages étaient libérés. Le journal turc *Radikal* annonçait alors que « la base d'Incirlik s'ouvre au soutien logistique et humanitaire contre l'État islamique », autorisant son utilisation par les avions militaires américains. La majorité parlementaire autorisant l'armée à mener des opérations contre les djihadistes aussi bien en Syrie qu'en Irak, Ankara a ainsi théoriquement rejoint la coalition. En retour, le Parlement s'est saisi d'une résolution autorisant son armée à bombarder des bases arrières de ce qu'il appelle les « éléments terroristes » du PKK, jusque-là principale force antidjihadiste de la région, particulièrement sur le mont Sinjar où ont trouvé refuge les yézidis, de même que dans la région de Kobané qui résiste désespérément aux assauts des djihadistes.

Devant la dégradation de la position d'Ankara, le Premier ministre Erdogan avait déclaré à son retour, début octobre, de l'Assemblée générale de l'ONU : « Notre position a maintenant changé. Le processus qui va suivre sera totalement différent. » Le nouveau Premier ministre (depuis le 29 août 2014) Ahmet Davutoglu abondait dans le même sens : « Si une opération ou une solution militaire est susceptible de ramener la paix et la stabilité dans la région, nous la soutiendrons. »

Il ajoutait : « Nous prendrons toutes les mesures nécessaires requises par la sécurité nationale. » Le gouvernement islamo-conservateur au pouvoir depuis 2002 en Turquie se trouverait ainsi directement impliqué dans la guerre contre Daech.

Après avoir favorisé le développement de l'État islamique et fermé les yeux sur les trafics d'armes, le passage des volontaires venant l'Europe, puis la contrebande de pétrole passant par son territoire, Ankara semble avoir décidé de réintégrer l'action de la communauté internationale, après deux années pendant lesquelles il est resté en marge.

En septembre, les médias turcs font état d'un contrôle accru des frontières avec la Syrie et l'Irak, ainsi que de l'expulsion d'étrangers qui tentent de s'enrôler dans les groupes djihadistes. Erdogan ira-t-il jusqu'à fermer un camp d'entraînement à Gaziantep, au sud du pays, qui, selon un reportage de la chaîne publique allemande ARD, forme des combattants de Daech ? Certains observateurs en doutent car les djihadistes qui, depuis trois ans, ont utilisé ce territoire comme base arrière pourraient se retourner et punir Ankara en multipliant des attentats contre des villes turques.

Faut-il conclure à une duplicité du pouvoir Erdogan, comme en témoigne un député d'Antakya (Parti républicain du peuple, CHP) qui déclare au *Monde* : « Les militants continuent à passer en Syrie par la frontière turque. Simplement ils tentent maintenant de le faire de manière un peu plus cachée. »

Il ajoute : « Nous avons vu des camions que l'on soupçonne de transporter de l'aide aux djihadistes passer de manière clandestine la nuit en Syrie, par le village frontalier de Bükülmez. Les autorités ont interdit l'entrée des journalistes dans ce village. Le soi-disant renforcement des frontières n'est que de la poudre aux yeux. Les individus que les autorités déclarent avoir arrêtés sont immédiatement relâchés. » Ankara plaide aujourd'hui pour la constitution d'une zone tampon frontalière démilitarisée, sous contrôle international, demande soutenue par la France.

Le prétexte de la sauvegarde des otages turcs ne tenait plus. Mais pour certains analystes, c'est aujourd'hui la Turquie tout entière qui est prise en otage par Daech. L'État islamique menace de s'attaquer aux nombreuses agglomérations situées le long des 820 km de frontière commune avec la Syrie, en faisant ainsi le troisième « pays malade » de la région, après l'Irak et la Syrie. La population turque redoute fortement l'importation des actions de Daech sur son territoire, comme ç'a été le cas en mai 2013 dans la ville frontière de Reyhanli, lorsque deux voitures piégées ont fait 51 victimes.

Deux autres dossiers fragilisent ce pays et l'empêchent de jouer un rôle déterminant : ses relations avec le régime de Bachar El-Assad ; et ses positions historiquement ambiguës envers les Kurdes. La Turquie était directement concernée par la situation en Syrie lorsqu'en juin 2012, un avion F4 de ses forces aériennes a été abattu par des missiles de Bachar El-Assad et que, deux mois plus tard, un tir d'artillerie sur le village frontalier de Akçakale a tué cinq personnes et en a blessé dix. Ni l'OTAN, à laquelle appartient la Turquie, ni l'ONU n'ont condamné ou même exprimé leur solidarité avec Ankara.

Si, dans un premier temps, la Turquie a aligné sa position sur celle des Occidentaux pour demander le départ de Bachar El-Assad, l'intrusion de Daech menace aujourd'hui sa sécurité. Erdogan a cru pouvoir accélérer le départ du président syrien en favorisant l'avancée des groupes djihadistes. « Mais c'était un mauvais calcul », estime le journaliste Serkan Demirtas (*Hürriyet Daily News*, juin 2014).

En pourparlers depuis 2013 avec le PKK, le gouvernement d'Ankara redoute de se trouver en position de faiblesse si les Kurdes se renforcent dans la lutte contre Daech, en particulier avec des livraisons d'armes occidentales et l'amélioration de leur image à l'international. De plus, la Turquie craint la création dans le nord de la Syrie, comme c'est le cas en Irak, d'un territoire autonome kurde qui serait une base arrière pour le PKK.

Enfin, après avoir fermé sa frontière avec la Syrie devant l'arrivée massive de Kurdes, Ankara s'est résolue à accueillir plus d'un million et demi de réfugiés. Début octobre 2014, la situation s'est encore détériorée à la suite de l'attaque lancée par Daech contre la ville kurde syrienne de Kobané, provoquant un nouvel exode de près de 400 000 Kurdes vers la Turquie. La longue bataille pour le contrôle de Kobané s'est déroulée sous l'œil attentif et non moins attentiste de l'armée turque massée à sa frontière, et sous la réprobation internationale.

« Il est clair que, dans le cas où l'État islamique serait liquidé, le rapport des forces dans la région changerait au détriment d'Ankara, commente le journaliste turc Rusen Cakir, ce qui pourrait mettre fin à l'ambition de la Turquie de devenir le leader de la région » (*Gazetoku*, 17 septembre 14).

4. L'Iran

Le président Hassan Rohani, qui prétend ouvertement à un leadership régional, a affirmé, à la tribune des Nations unies, le 25 septembre, que « dans la région tourmentée du Moyen-Orient, l'Iran est l'un des pays les plus sûrs et les plus stables » et que son pays « soutient toute coopération avec les pays musulmans contre l'extrémisme et est prêt à jouer son rôle effectif ». Pourtant, Téhéran sait parfaitement que le monde sunnite, majoritaire dans la région, ne lui accordera pas cette domination. Ses 80 millions d'habitants et les populations chiites d'Irak et de la région sont non seulement les ennemis proclamés de l'État islamique, mais également des populations et des gouvernements sunnites, en tête desquels l'Égypte.

À la recherche d'un adoubement par l'Occident, le président Rohani a pourtant mis en valeur « les politiques et les élites modérées » dans cette région, « en qui les peuples ont confiance » et qui ne sont « ni pro-occidentaux, ni anti-orientaux », c'est-à-dire son pays, estime-t-il. Au passage, il a condamné l'intervention militaire américaine, en se gaussant de « ces généraux » qui veulent intervenir dans la région : « Il ne faut pas qu'ils s'attendent à être accueillis (à bras ouverts) par les diplomates. » Rohani n'hésite pas à ajouter, devant les Nations unies : « La démocratie ne peut pas être transportée dans un sac à dos. La démocratie n'est pas un produit qui s'exporte de l'Ouest à l'Est » – il fait ici allusion à l'ancien président américain George W. Bush (2000-2008), qui a déclenché des guerres en Afghanistan et en Irak en cherchant à « propager la démocratie ». Durant tout son séjour à New York, le président iranien s'est efforcé de convaincre la communauté internationale de laisser les puissances régionales s'occuper de la lutte contre les terroristes extrémistes et de la sécurité de la région. À le croire, c'est dans « les erreurs stratégiques de l'Occident au Moyen-Orient et au Caucase » et dans « le colonialisme et le racisme d'hier » qu'il faut chercher les raisons de la montée en puissance de l'État islamique.

L'évolution du régime chiite en Irak, l'impossibilité d'intervenir directement en Syrie pour sauver le régime de Bachar El-Assad, l'importance croissante des Kurdes et du risque d'irrédentisme qui pourrait toucher sa propre population kurde ne manquent pas d'inquiéter la République islamique. Est-ce pour ces raisons que Téhéran a, en sous-main, affronté militairement les djihadistes du Daech, tout en niant officiellement son implication ?

Le premier signe a été donné le 13 juin 2014, lorsque plusieurs sites Internet proches des Gardiens de la Révolution ont rendu les honneurs au capitaine Alireza Mochadjari, un *pasdar* tué au combat en Irak alors qu'il « apportait de l'aide aux chiites irakiens » et qu'il « se battait contre l'EIL ». Le 4 septembre, une vidéo diffusée sur les réseaux sociaux montre des soldats chantant et dansant dans un désert, armes à la main, parmi lesquels des sites persans auraient reconnu Ghassem Soleimani, le chef de la force d'Al-Qöds, l'unité d'élite des Gardiens de la Révolution chargée des missions à l'étranger. Cette vidéo aurait été tournée après la victoire de l'armée irakienne, renforcée par des milices chiites et kurdes, contre les djihadistes de Daech, dans la ville d'Amerli, à 160 kilomètres au nord de Bagdad, le 31 août.

Pour sa part le député irakien Qassem Al-Aridji a publié le 12 juin dernier sur sa page Facebook une photo prise avec Ghassem Soleimani intitulée : « Le hadji Ghassem est là ». Le général iranien se trouvait à Bagdad pour apporter des conseils stratégiques à de hauts responsables irakiens afin qu'ils planifient la contre-offensive face à l'EI, comme le précisaient des sources irakiennes citées par Reuters. Ce plan incluait l'utilisation de milliers de miliciens chiites armés et entraînés par l'Iran, ainsi que de nouveaux volontaires irakiens qui ont répondu à l'appel de l'ayatollah Sistani, la plus haute autorité religieuse chiite d'Irak. Ce plan aurait permis la reconquête de la ville d'Amerli tenue par Daech. D'après une source proche de l'ayatollah Khameneï, citée par le *New York Times* : « La photo du général Soleimani sur le sol irakien atteste que l'Iran apporte ses conseils militaires à l'Irak, pas qu'il coopère avec les États-Unis ». Nuance.

De plus, selon le site Al-Djazira, « des centaines de soldats iraniens » ont passé la frontière le 3 août pour se joindre à des *peshmergas* afin de prendre le contrôle de la ville de Jalawla, à 130 kilomètres au nord-est de Bagdad. À n'en pas douter, la question fondamentale d'une coopération entre les États-Unis et l'Iran divise les dirigeants irakiens, modérés comme conservateurs.

Cette présence militaire iranienne sur le terrain est-elle en réalité coordonnée avec les États-Unis, sorte d'alliance qui ne dit pas son nom ?

Après 34 ans de gel des relations officielles, le chef de la diplomatie américaine, John Kerry, s'est entretenu à New York, en marge de la réunion du Conseil de sécurité de l'ONU, avec son homologue iranien, Mohammad Javad Zarif de « la menace » que constitue Daech en Syrie et en Irak, après avoir affirmé que l'Iran avait « un rôle » à jouer.

Tout en déclarant que les États-Unis sont « bien sûr ouverts à un engagement diplomatique avec Téhéran, comme nous l'avons fait par le passé » (allusion à une coopération en Afghanistan après la chute des Talibans en 2001), la porte-parole du département américain, Marie Harf, a ajouté, en marge du sommet de l'OTAN tenu à Newport, au Royaume-Uni (4 septembre) : « Nous n'allons pas coordonner une action militaire ou le partage de renseignements avec l'Iran, et nous n'avons pas pour projet de le faire ».

Le secrétaire d'État américain John Kerry a pourtant déclaré, lors de l'annonce de la création de la coalition : « Il faut attaquer [les djihadistes de Daech] de manière à les empêcher de conquérir des territoires, il faut renforcer les forces de sécurité irakiennes et les autres forces régionales qui sont prêtes à les affronter, sans engager nos propres troupes. » Pour certains observateurs, l'évocation du recours à des « forces régionales » était une allusion à l'Iran.

Rencontrant aux Nations unies, dans les locaux de la délégation française (23 septembre), son homologue iranien Hassan Rohani, le président François Hollande lui avait déclaré que « tous les concours » étaient nécessaires pour trouver des « solutions politiques » au Moyen-Orient, évoquant le Liban, la Syrie et l'Irak. Il n'était pas question de coopération militaire, mais d'entraide politique uniquement.

La Grande-Bretagne, qui a rallié tardivement la coalition, s'est efforcée elle aussi de convaincre Rohani.

Dans le même temps, aux Nations unies, le prince Saoud Al-Yayçal, ministre saoudien des Affaires étrangères, rencontrait pour la première fois depuis l'arrivée au pouvoir du président Hassan Rohani, son homologue iranien (*L'Orient-Le Jour*, 21 septembre 2014). L'entretien à New York portait sur la nécessité d'une coopération pour la sécurité régionale face à Daech. Selon le site du gouvernement iranien, « il s'agissait d'une nouvelle page dans les relations entre les deux pays. Nous espérons qu'elle aura des effets positifs pour instaurer la paix, la sécurité dans la région et le monde et pour l'intérêt de toutes les nations musulmanes », aurait déclaré Mohammad Javad Zarif à l'issue de cette rencontre. Selon la même source iranienne, qui soulignait que « les deux pays sont influents dans la région », le ministre saoudien aurait déclaré à son homologue iranien : « Nous sommes conscients de l'importance, du caractère sensible de la crise actuelle et de l'opportunité d'y faire face, et nous pensons par conséquent qu'il faut éviter les erreurs passées pour l'affronter avec succès. »

Ce rapprochement entre l'Arabie saoudite et l'Iran, après les tensions qui les ont opposées en Syrie, à Bahreïn et au Yémen, constitue l'une des évolutions majeures dans la région, que le danger que fait peser Daech rend indispensables.

Parallèlement, le Guide suprême Ali Khamenei aurait approuvé une « coopération » avec les États-Unis pour lutter contre Daech dans le nord de l'Irak (BBC Persian, 29 juillet), en autorisant « ses hauts commandants à coordonner des opérations militaires avec les forces américaines, kurdes et iraniennes ». Il s'agit là d'un revirement spectaculaire, alors que la porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Marzieh Afkham, a auparavant affirmé qu'il y a « des incertitudes sur la soi-disant coalition internationale (contre l'EI) qui a été annoncée après le sommet de l'OTAN [...] ». On peut s'interroger sur son sérieux et sa sincérité pour s'attaquer aux vraies causes du terrorisme » (agence officielle Irna). Elle a accusé, sans les nommer, certains pays de la coalition d'avoir « fourni un soutien financier » aux

djihadistes en Irak et en Syrie. Pour de nombreux observateurs, Téhéran a joué, dans la confrontation avec Daech, un rôle de « pompier pyromane », afin de retrouver une place de gendarme du Moyen-Orient. D'autres penchent pour une incohérence dans les positions iraniennes déchirées entre courants antagonistes. À propos de la coopération que se propose d'offrir la République islamique dans cette lutte, un responsable politique israélien exprime anonymement une crainte : « Techniquement, on pourrait imaginer que certaines des informations que nous fournissons à la coalition soient utilisées par l'Iran, dès lors que ce partage intervient dans le strict cadre de la lutte contre Daech. La progression de cette organisation et les menaces qu'elle fait peser sur la région nous imposent de choisir entre Charybde et Scylla... ».

C'est ce que le Premier ministre Netanyahu dit différemment, en invitant l'Occident à ne pas renforcer « l'extrémisme chiite » afin d'affaiblir les « extrémistes sunnites ». Pour le porte-parole du ministère des Affaires étrangères : « En proposant ses services dans la lutte contre le terrorisme, l'Iran cherche à devenir une partie de la solution plutôt qu'une partie du problème. [...] Or chacun doit se rappeler que nous parlons d'un pays résolu à détruire Israël. »

La responsabilité de la République islamique dans la naissance du groupe État islamique en Irak est certaine depuis qu'elle a provoqué la chute de son pire ennemi, le sunnite laïque Saddam Hussein, en 2003, en finançant, armant et entraînant des milices chiites et sunnites contre les troupes américaines, mais aussi en plaçant des hommes politiques chiites lors de la substitution au régime du dictateur.

L'Iran a appliqué en Syrie la même politique confessionnelle de confrontation entre chiites et sunnites. Lorsque Téhéran, à l'automne 2012, envoie en Syrie (à majorité sunnite) le Hezbollah chiite libanais et des milices chiites irakiennes, il fait le lit des djihadistes sunnites ultra-radicaux de l'État islamique.

Une fois le feu allumé dans la région, l'Iran du président Rohani estime, selon la formule d'une source diplomatique iranienne, que « contenir l'État islamique est une chose, mais l'éliminer demande une vraie coopération » à laquelle il apporterait sa contribution sous deux conditions : y associer le président syrien Bachar El-Assad, et conclure l'accord sur le nucléaire.

Sur ce dernier point le bât blesse : les tractations sur le programme nucléaire iranien amorcées il y a un an entre le groupe 5+1 (États-Unis, France, Royaume-Uni, Chine, Russie et Allemagne) d'une part et l'Iran de l'autre devront s'achever fin novembre 2014. Dans une sorte de marchandage le président Rohani a déclaré à la tribune de l'ONU que la donne avait désormais changé, notamment en raison de la montée en puissance des djihadistes de Daech. Il a mis en garde : « La poursuite des sanctions injustes contre l'Iran est synonyme de la poursuite d'une fausse stratégie contre un peuple indépendant alors que les circonstances sont critiques dans la région. » En échange, ce président présenté comme « modéré » a conclu son discours en souhaitant qu'un accord final sur le programme nucléaire de son pays soit prochainement signé car, soulignait-il, « cela pourra être le commencement d'une coopération tous azimuts dans la région et dans le monde ».

Les pays occidentaux et Israël sont d'une grande prudence dans ces négociations. François Hollande l'a bien résumé lors de son entretien avec le président iranien aux Nations unies, en rappelant que « l'Iran doit mettre en œuvre les mesures concrètes destinées à prouver de façon certaine et vérifiable qu'il ne se dotera pas d'une capacité nucléaire militaire », faute de quoi « les sanctions peuvent empêcher le développement économique de l'Iran ».

De son côté, à l'issue de son entretien avec le président Rohani, le Premier ministre britannique David Cameron s'est aligné sur les positions des responsables américains qui avaient prévenu qu'il ne serait fait aucune concession sur le programme nucléaire de l'Iran en échange d'une coopération de Téhéran à la coalition contre Daech.

Le programme nucléaire de l'Iran, ainsi que le résume Alexandre Adler, est de nature à changer profondément les équilibres régionaux, Téhéran étant à « la recherche d'une large coalition régionale autour de la théorie de la disparition d'Israël, pierre angulaire de sa politique régionale » (« La défaite annoncée du djihadisme », conférence au Cercle Bernard Lazare, septembre 2014, consultable sur Akadem.org).

Il ajoute que dans l'anarchie dans laquelle est aujourd'hui plongé le Proche-Orient, les pièces maîtresses qui permettraient d'en sortir se trouvent entre les mains l'Israël. Par sa fermeté et ses facultés de dialogue avec le monde musulman sunnite et chiite, ce pays deviendrait une puissance régulatrice régionale, en coordination avec les États Unis qui déploieraient leur parapluie sur la région, et un Iran modéré et dénucléarisé retrouvant alors le chemin de la suprématie culturelle perse.

CHAPITRE IV

LA RÉPONSE CULTURELLE ET RELIGIEUSE

A. À LA RECHERCHE D'UN ISLAM MODÉRÉ DIT RÉFORMÉ

Au-delà de leur prise d'armes contre Daech au sein de la coalition internationale, c'est le rôle des États arabo-musulmans dans la recherche d'un islam réformé, dit modéré, qui sera déterminant pour l'avenir du Proche et du Moyen-Orient. Il n'y aura de stabilité durable que lorsque la religion cessera d'être le ferment des conflits et de l'instabilité et que le « vivre ensemble » prévaudra aussi bien à l'intérieur de chaque État, avec ses minorités, qu'entre religions (y compris chiite), cultures (orientales et occidentales) et traditions dans cette région modelée par de riches Histoires.

Pour nombre d'observateurs, la victoire définitive contre le djihadisme de Daech viendra du monde arabo-musulman lui-même, et elle ne peut être que culturelle ou idéologique, selon Alain Frachon (« Guerre, religion et Proche-Orient », *Le Monde*, 12 septembre 2014).

Des voix se sont élevées pour condamner les interprétations extrémistes de l'islam que diffuse Daech. Le cheikh de l'université d'Al-Azhar au Caire, l'une des plus hautes autorités religieuses de l'islam sunnite a affirmé que les djihadistes de Daech « souillent l'image de l'islam et des musulmans [...] ». Ces actions criminelles n'ont rien à voir avec l'islam ». Bien d'autres autorités musulmanes ne le reconnaissent pas plus : l'Union internationale des Oulémas, membre de la confrérie des Frères musulmans et le Conseil européen pour l'étude et la Fatwa affirment que l'EI « viole la charia », car il s'agit d'« un groupe connu pour ses atrocités et ses vues radicales [qui] ne sert pas le projet islamique ». Le grand mufti d'Arabie saoudite, Abdul Aziz ibn Abdullah Ali As-Shaykh estime que les djihadistes de Daech sont les « ennemis numéro un de l'islam » et que « les musulmans sont les principales victimes » de leurs exactions » (*Libération*, 19 août 2014).

En France, les principales institutions musulmanes ont fermement condamné les exactions commises par l'organisation Daech, estimant que « ses actions criminelles et barbares, dont les décapitations macabres [...] sont en totale contradiction avec les principes élémentaires de la religion musulmane » (16 septembre 2014).

1. Des tentatives réformistes historiques

Durant des siècles, quatre écoles de pensée de l'islam ont tenté une interprétation réformiste du texte sacré du Coran, toutes avortées à ce jour :

- le mouvement rationalisant des Mutazilles, né au deuxième siècle de l'Hégire, qui a perduré durant un siècle, a tenté d'affranchir les conduites politiques de l'emprise de la parole des religieux ;
- la philosophie des Ikhwan As-Safa (Frères de la Pureté) développée en Irak dans la seconde moitié du IX^e siècle. Attachée à la pluralité et à la critique, elle s'est éteinte, non sans avoir influencé les élites intellectuelles de l'Espagne musulmane ;
- les philosophes de Cordoue, en tête desquels Averroès (1126-1198), dont les œuvres furent brûlées en place publique quelques années avant sa mort.

Alors que le judaïsme, tout comme le christianisme (religions messianiques) ont su repenser leurs dogmes pour évoluer et s'adapter au fil de leurs histoires séculaires, en procédant à des « réformes », l'islam n'y est pas parvenu à ce jour. Les extrémistes imposent toujours leurs vues, eux qui se sont fixé comme horizon immuable l'Hégire (VII^e siècle), avec pour seule ambition théologique un retour à l'époque du prophète, ainsi que le prône le califat de Daech. Historiquement, la symbiose entre islam et conduite politique s'est produite pour la première fois durant la période allant de l'arrivée du Prophète à Médine à sa mort. Elle a été reprise durant les califats. Ainsi, pour ce rigorisme, « séparer strictement religion et politique [...] est une idée totalement étrangère à l'islam qui ne saurait admettre la domestication (réduction à la sphère privée) », souligne Bruno Étienne, spécialiste de l'islam, reprenant en cela l'analyse de l'orientaliste américain Bernard Lewis.

Trois courants ont donné une interprétation littéraliste et dogmatique des textes, dans le sens d'une confusion totale entre islam religieux et pouvoir politique :

- l'école du théologien Ibn Hanbal (IX^e siècle), qui estime que seule une lecture littérale du Coran permettrait le ralliement du plus grand nombre de musulmans à « la vérité une et incontestable ». Cette école inspire le califat de Daech ;
- l'école d'Ibn Taymiya (1263-1328), qui jette les bases de la pensée fondamentaliste au moment de la fin des croisades, de la destruction de Bagdad et de l'invasion des Mongols. Cette tendance accorde au djihad la même importance que la prière. Elle inspire également l'action de Daech ;
- l'école d'Ibn Tayma', dont fait parti Mohamed ibn Abd El-Wahhab (1730-1792), c'est-à-dire le « wahhabisme », transformé deux siècles plus tard en dogme officiel de l'Arabie saoudite théocratique sunnite.

L'idéologie prônée par Daech diffère du wahhabisme saoudien. En effet, souligne Nabil Mouline, spécialiste de l'Arabie saoudite au CRNS et à l'université de Stanford : « Le djihadisme est une hybridation de plusieurs doctrines et idéologies politiques et religieuses. Il emprunte au wahhabisme classique la rupture avec les non-croyants (*al-walā'wa al-barā'*), c'est-à-dire le fait que tout ce qui nous entoure est non-croyant et que la seule interaction possible avec les non-croyants est la guerre ou la conversion. » En revanche, explique Nabil Mouline, « l'idée de la renaissance de l'islam, qui passe par une réunification du monde musulman sous l'égide du califat, est complètement étrangère au wahhabisme, et puise ses racines dans les doctrines des Frères musulmans et du nationalisme inspiré des idées occidentales. »

S'est posée la question, au moment des « Printemps arabes » en Tunisie, en Libye, en Égypte, en Syrie ou au Maroc de savoir si l'islam est compatible avec la démocratie. Pour les islamistes (salafistes, djihadistes et autres extrémistes), « il n'y a pas d'autre gouvernement que celui de Dieu », axiome dont ils déduisent que « la démocratie est un système imparfait », car « l'islam est sa propre forme de démocratie ». Pour d'autres courants, ceux dits des islamistes conservateurs (Frères musulmans, Parti de la justice et du développement marocain, Hamas, etc.), c'est la démocratie qui est compatible avec l'islam. Les islamistes modernistes, eux, vont plus loin en prêchant la réislamisation des sociétés démocratiques. Quant à la laïcité bannie par Daech, Bruno Étienne souligne que l'islam « comporte un principe de totalité inconciliable avec le principe de laïcité [...] car la République laïque est aux antipodes de la *oumma* ».

- le XIX^e siècle a vu la naissance du courant moderniste de la *Nahda* (Renaissance arabe) plaçant pour une distinction entre les pouvoirs religieux et civil. Ce mouvement, né au moment du dernier califat ottoman, qui faisait du sultan un chef spirituel et politique pour tous les musulmans du monde (comme aujourd'hui pour le Daech), avait pour slogan : « La religion est affaire de Dieu et la patrie nous concerne tous ».

Un courant progressiste de l'islam a repris ce thème. Il était mené par Mohammad Abduh qui proclamait : « Aucun surveillant entre l'homme et Dieu, sinon Dieu seul, parce que l'islam a affranchi le croyant de tout surveillant ». Ce courant, qui rappelle le judaïsme en ce qu'il ne reconnaît pas d'Église, se voulait compatible avec la démocratie, les sciences modernes et la laïcité. C'est alors qu'est apparu dans les dictionnaires arabes le terme *'ilmaniyya* qui correspondrait au *secularism* anglo-saxon. Parmi les intellectuels musulmans qui ont développé les thèmes de la *Nahda*, le principal est le théologien égyptien Ali Abderraziq (1888-1966) qui soumet la conception religieuse traditionnelle à la critique de la raison et aboutit à la reconnaissance de l'autonomie de la sphère politique. Il ouvre le débat sur les principes qui définissent l'ordre social et politique dans les sociétés islamiques, participant ainsi à l'éclosion d'une « nouvelle conscience islamique ». Ce n'est pas un hasard si, à l'éclosion du mouvement réformiste de la *Nahda*, dans les années 1920, a succédé la naissance de l'intégrisme musulman, avec l'émergence des Frères musulmans en Égypte.

La *Nahda* laisse aujourd'hui des traces, par exemple avec les travaux d'Abdou Filali-Ansary (*Réformer l'islam ? Une introduction aux débats contemporains*, La Découverte, 2003). Plus de huit ans avant la « révolution du Jasmin » en Tunisie, qui s'est propagée rapidement dans la quasi-totalité du monde arabo-musulman, ce philosophe marocain envisageait que « l'avènement de la démocratie, l'adoption de politiques visant à intégrer les couches exclues des populations, notamment les femmes et les jeunes, favoriserait l'apaisement nécessaire à l'acceptation de la sécularisation et de son enracinement dans le sens du changement d'usage du référent religieux, au niveau des conceptions et des attitudes dominantes ». Dans le cadre de « l'exception islamique », il se place dans la filiation d'Ali Abderraziq (auteur de *L'Islam et les fondements du pouvoir*, 1925) qui plaçait pour une séparation du religieux et du politique.

En France, l'anthropologue des religions et philosophe musulman Malek Chebel (*Changer l'islam. Dictionnaire des réformateurs musulmans des origines à nos jours*, Albin Michel, 2013) est convaincu que le djihad contre les infidèles, la lapidation ou l'inégalité entre les sexes sont des anachronismes qui peuvent être dépassés grâce à une interprétation moderniste des textes. Il précise à propos des versets du Coran : « Les questions de société – comme la guerre et la paix, l'héritage, le patrimoine, la sexualité, etc. – devraient être ouvertes à la discussion, à l'interprétation et à la réinterprétation. Il ne s'agit évidemment pas de supprimer ces passages, mais d'appliquer les préceptes du Coran d'une manière plus ouverte et moderne. » Pour lui, « le salafisme n'est pas sorti du néant, c'est un mouvement apparu comme une manière de contrer la pensée des réformateurs libéraux de l'islam » en cherchant à « réformer l'islam pour le rapprocher de la pureté imaginaire des origines [...] à travers une relecture univoque des textes musulmans, sans accepter la moindre confrontation ».

Pour Chebel, le mot *islah*, traduit par « réforme », ne peut avoir la même signification que celui utilisé par l'Europe chrétienne pour qualifier le protestantisme, la Réforme luthérienne n'étant pas à ses yeux un progressisme, mais bien une quête de la pureté des origines, ce que cherche justement Daech. La question se pose alors : faut-il réformer la foi (*ibada*) ou seulement la pratique (*mu'amala*) ? Il estime que le retard abyssal pris par la culture arabo-musulmane rend plus pressante chaque jour la nécessité de relever le défi de la modernité. Il s'interroge : comment comprendre que cette religion, qui est culture et vision du monde, ait pu se laisser accaparer par une sorte de vacuité doctrinale et une violence au nom de Dieu ?

Malek Chebel lance alors l'idée « d'une réunion au sommet rassemblant une dizaine de grands théologiens musulmans venus de toutes les régions de l'islam pour un conclave de la paix, afin de montrer à la face du monde que l'islam n'est pas contraire au progrès » (France 24, 11 juillet 2014). Reste à savoir si l'arrivée des partis islamistes et la pression des salafistes, de même que l'émergence très rapide de Daech, doivent être considérées comme un échec définitif de la *Nahda* ouvrant la voie à une profonde et durable déstabilisation du monde arabo-musulman, ou si l'on assiste à un sursaut réactionnaire qu'incarnerait provisoirement Daech ?

2. Hors des terres d'islam

La situation est-elle différente hors des « terres d'islam », par exemple en France ? Si la majorité de la population musulmane est arrivée dans ce pays tout au long du XX^e siècle, les premières vagues d'immigration dans le sud se sont échelonnées entre le VII^e et le XV^e siècle, issues de l'Hispanie musulmane voisine. En France, l'islam, principalement sunnite, se caractérise non seulement par une présence institutionnelle récente, mais aussi par son implantation sociologique et la pluralité de ses pratiques et de ses modèles d'appartenance. Si la majorité de cette population arabo-musulmane provient du Maghreb (35 % d'Algérie, 25 % du Maroc et 10 % de Tunisie), près d'un tiers est d'origine turque, berbère, iranienne, kurde, malienne, sénégalaise, bosniaque, albanaise, etc. ; à cette population s'ajoutent les convertis autochtones.

Un réformisme à la française ?

Plusieurs tendances de l'islam de France sont attirées par le réformisme théologique, tout au moins par une modération dans leurs pratiques religieuses. Une adaptabilité est possible dans l'islam contemporain, estime le recteur de la mosquée de Corbeille-Essonne, qui propose de « distinguer entre la charia (droit islamique) qui est l'ensemble des règles générales stipulées par le Coran et la *Sunna d'une part*, et le *Figh* (jurisprudence) d'autre part qui est le travail d'adaptation que les juristes opèrent par le biais de l'*ijtihad*, ou activité de réflexion et de raisonnement. Les juristes se doivent de répondre aux questions de leur temps en tenant compte des réalités sociales, économiques, politiques de leur lieu de vie ». Il y aurait alors un islam *de* France.

CONCLUSION

UNE DÉSTABILISATION RÉGIONALE PROFONDE ?

L'apparition et le développement brutal de Daech durant la seconde moitié de l'année 2014 ont généré plusieurs mutations géopolitiques qui pourraient avoir des effets durables aussi bien dans les équilibres à l'intérieur de la zone moyenne et proche-orientale, que dans les relations entre le monde musulman et l'Occident. Parmi celles-ci, on peut distinguer différents aspects. **Daech a entamé un mouvement d'absorption et de recomposition** du terrorisme tel qu'il a été pratiqué par Al-Qaïda et sa nébuleuse depuis les attentats du 11 septembre 2001 pour lui substituer un régime de la terreur, développé par un « califat ». **Les cibles prioritaires de ce « terrorisme d'État islamique »** sont les régimes arabo-musulmans dans la région, et secondairement les pays occidentaux qui s'y opposeraient. Mais pour la première fois au cours des derniers mois, il est clair que c'est un choc entre sunnites et chiïtes que recherche Daech. **La propagation géographique rapide de Daech** est symptomatique de l'état de délitement d'un certain nombre d'États de la région. **Le projet idéologique de Daech** réside dans la restauration spectaculaire d'un islam politique traditionnel qui prospérerait sur les cendres des dictatures laïques arabes, offrant par ailleurs une alternative aux « Printemps arabes » dont certains n'ont pas su ou pu installer durablement des modèles occidentaux. **L'objectif du « califat » de Daech** est de tenter de redessiner les frontières de la région proche et moyen-orientale, vieilles d'un siècle, héritées de la colonisation franco-britannique et maintenues en place par un nationalisme arabe aujourd'hui quasiment disparu.

Sur le plan doctrinal, c'est à la renaissance d'un islamisme rigoriste et violent, fondé sur le djihad conquérant, que s'emploie Daech. Cette forme traditionnelle de l'islam est destinée, à n'en pas douter, à bloquer provisoirement tout courant réformiste tolérant de l'islam, amorcé depuis le XIX^e siècle, et c'est elle que certains musulmans installés en Occident, particulièrement en France, tentent de développer. **Dans le cadre d'une « guerre » approuvée et soutenue par la communauté internationale**, l'opposition à Daech se caractérise, pour la première fois dans l'histoire contemporaine, par la constitution d'une coalition militaire rassemblant en son sein une dizaine de pays musulmans sunnites et une trentaine de pays occidentaux sous l'égide des États-Unis. Cette coalition est la plus large constituée depuis la Seconde Guerre mondiale. Pour certains observateurs, les djihadistes de Daech ne seront pas défaits par une campagne de bombardements aériens, mais certainement affaiblis et handicapés pour poursuivre leurs offensives et leur avance. L'opposition devrait venir tout autant de l'intérieur du monde arabo-musulman sunnite que du chiïsme, qui à eux deux élimineraient l'islamisme djihadiste violent dans un profond mouvement de résurrection de la réforme politico-théologique de l'islam.

Enfin, il apparaît qu'au-delà des objectifs poursuivis dans la région, et en utilisant le cadre de la mondialisation et des mouvements migratoires de populations musulmanes, Daech et les salafistes exploitent le regain d'intérêt pour « la civilisation islamique » dont certains jeunes déracinés ont fait un élément constitutif de leur identité dans les pays occidentaux, particulièrement européens. Pour les conforter, et pas seulement en les embrigadant dans les rangs de ses djihadistes combattants, l'État islamique s'emploie à alimenter un « choc des civilisations ». Pour le califat Daech, l'islam, exposé aux valeurs de l'Occident, lui emprunterait ses techniques et ses savoir-faire, sans pour autant adhérer à ses fondements (par exemple l'individualisme, l'État de droit, la démocratie ou la séparation entre le spirituel et le temporel, c'est-à-dire la laïcité). Ainsi l'État islamique prétend-il faire naître un nouveau rapport de force face aux autres cultures et civilisations. Faut-il croire pour autant qu'un nouvel ordre mondial peut s'organiser au XXI^e siècle sur la base des civilisations et des affinités culturelles, au-delà des structurations économiques ou politiques ? Rien n'est moins sûr. Les lendemains restent néanmoins incertains et dangereux dans la zone d'influence de Daech, qui sera encore longtemps le théâtre de soubresauts.

> Octobre 2014

Directeur de la publication

Marc Knobel

Comité éditorial

Jean-Pierre Allali,
Roger Benarrosh,
Georges Bensoussan,
Yves Chevalier,
Alain Chouraqui,
Elisabeth Cohen-Tannoudji (ל"ד),
Roger Cukierman,
Patrick Desbois,
Robert Ejnes,
Antoine Guggenheim,
Mireille Hadas-Lebel,
Francis Kalifat
Serge Klarsfeld,
Joël Kotek,
Edith Lenczner,
Pascal Markowicz
Éric Marty,
Jean-Philippe Moinet,
Richard Prasquier,
Dominique Reynié,
Michaël de Saint-Chéron,
Georges-Élia Sarfati,
Pierre-André Taguieff,
Jacques Tarnéro,
Yves Ternon,
Clément Weill-Raynal,
Michel Zaoui.

Conception & icônographie

AP Silvéra

Infographie

MP Silvéra

Correctrice

Pauline de Ayala

Crédit photos

© www.huffingtonpost.fr

© Gérard Fellous

Impression

RDS Publicité

LES ETUDES DU CRIF

en partenariat avec :

- *Le Collège des Bernardins ;*
- *Fondapol, la Fondation pour l'innovation politique ;*
- *Le Cercle de la Licra, Réfléchir les droits de l'Homme ;*
- *La revue civique ;*
- *Le « Vidal Sassoon International Center for the Study of Antisemitism » de l'Université hébraïque de Jérusalem*

et avec le soutien de :

- *La Fondation pour la Mémoire de la Shoah.*

crif

POUR TOUTE CORRESPONDANCE :

39 RUE BROCA 75005 PARIS

SITE WEB : WWW.CRIF.ORG • EMAIL : INFOCRIF@CRIF.ORG

Novembre 2014

Prix : 10 €